



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 69.558/2
du 30 juin 2021

advies 69.558/2
van 30 juni 2021

sur

over

un avant-projet de loi
'transposant la
Directive (UE) 2019/790 du
Parlement Européen et du
Conseil du 17 avril 2019 sur le
droit d'auteur et les droits
voisins dans le marché unique
numérique et modifiant les
directives 96/9/CE
et 2001/29/CE'

een voorontwerp van wet
'tot omzetting van
Richtlijn (EU) 2019/790 van
het Europees parlement en de
Raad van 17 april 2019 inzake
auteursrechten en naburige
rechten in de digitale
eengemaakte markt en
tot wijziging van
Richtlijnen 96/9/EG
en 2001/29/EG'

Le 9 juin 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Économie et du Travail à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'transposant la Directive (UE) 2019/790 du Parlement Européen et du Conseil du 17 avril 2019 sur le droit d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique et modifiant les directives 96/9/CE et 2001/29/CE'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 30 juin 2021. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Jacques ENGLEBERT, assesseur, et Esther CONTI, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Pauline LAGASSE, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 30 juin 2021.

*

Op 9 juni 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Economie en Werk verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot omzetting van Richtlijn (EU) 2019/790 van het Europees parlement en de Raad van 17 april 2019 inzake auteursrechten en naburige rechten in de digitale eengemaakte markt en tot wijziging van Richtlijnen 96/9/EG en 2001/29/EG'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 30 juni 2021. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Jacques ENGLEBERT, assessor, en Esther CONTI, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Pauline LAGASSE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET, kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 30 juni 2021.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Outre le tableau de transposition remis à la section de législation établissant la correspondance entre les (subdivisions des) articles de la directive et les (subdivisions des) articles de l'acte de transposition, il convient également d'établir un tableau de correspondance entre les (subdivisions des) articles de l'acte de transposition et les (subdivisions des) articles de la directive, pour pouvoir lire chaque article de l'acte de transposition à la lumière des exigences de la directive¹.

2. Contrairement à ce qui est énoncé par le tableau de transposition remis à la section de législation, l'article 15, paragraphe 3, de la directive (UE) n° 2019/790² nécessite une transposition et est, en pratique, transposé par les articles XI.218/1, XI.217 et XI.245/7 en projet du Code de droit économique.

De même, les articles 4 et 6 de la directive (UE) n° 2019/790 sont également transposés, en ce qui concerne les bases de données, par l'article XI.191 en projet. Il convient d'en faire mention au sein du tableau de transposition.

En outre, contrairement à ce qu'indique le tableau de transposition, l'article 7 de la directive (UE) n° 2019/790 est transposé par l'ensemble des dispositions du projet qui rendent impératifs les articles du Code de droit économique assurant la transposition des articles 3, 5 et 6 de la directive (UE) 2019/790 et par l'article XI.291 en projet du Code de droit économique.

Le tableau de transposition sera revu afin de corriger ces différents éléments.

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 191.

² Directive (UE) 2019/790 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 'sur le droit d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique et modifiant les directives 96/9/CE et 2001/29/CE'.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

Article 1^{er}

Compte tenu de l'article 82 de l'avant-projet, il faut également préciser que la présente loi transpose la directive n° 2004/48/CE du 29 avril 2004 'relative au respect des droits de propriété intellectuelle' (voir notamment le commentaire de cette disposition).

Article 2

1. Au 1°, en ce qui concerne la version française de l'article I.13, 8°, en projet du Code de droit économique, il convient de corriger l'intitulé du règlement (UE) n° 2017/1001 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 'sur la marque de l'Union européenne' et de remplacer en conséquence les mots « 2017/100 » par les mots « 2017/1001 ».

2.1. La définition énoncée par l'article I.13, 12°, en projet du Code de droit économique doit être revue à la lumière des observations n^{os} 2.2 et 2.3 qui suivent.

2.2. En effet, elle contient une habilitation en faveur du Roi.

Or, dans une définition, il est déconseillé d'introduire des éléments normatifs, tels que des droits et des obligations ou une délégation de pouvoir en faveur du Roi.

Cette délégation sera dès lors déplacée au sein d'un article autonome du dispositif ³.

2.3. Un acte normatif énonce des dispositions obligatoires qui modifient l'ordre juridique existant : il autorise, ordonne, interdit, octroie des droits et impose des obligations. Dès lors, il convient de ne pas énoncer au sein de celui-ci, en ce compris au sein des définitions, des dispositions sans portée normative, telles que des lignes directrices d'interprétation ou des recommandations ⁴. Par conséquent, le passage suivant sera déplacé au sein du commentaire de l'article :

« La disponibilité limitée d'une œuvre ou prestation, par exemple sa disponibilité dans des magasins de seconde main, ou la possibilité théorique d'obtenir une licence, ne devrait pas être considérée comme une disponibilité pour le public par le biais des circuits commerciaux habituels ».

³ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 97.

⁴ *Ibidem*, recommandation n° 83.

Article 3

Le texte de l'article XI.164, 10°, en projet du Code de droit économique, doit être corrigée afin d'introduire un « 10° » et non un « 11° ».

Article 8

1. Il résulte du commentaire de l'article que

« [c]ette exclusion du droit de révocation [des droits cédés ou octroyés sous licence exclusive] prévue dans le 2° en projet comprend *deux critères*, à savoir d'une part, l'importance relative d'une contribution individuelle et d'autre part, les contributions et intérêts légitimes de tous les autres auteurs et artistes-interprètes ou exécutants touchés par l'application du mécanisme de révocation et qui subiraient les inconvénients de l'exercice de ce droit de révocation » (italiques ajoutés).

Or, tel que rédigé, l'article XI.167/4, alinéa 4, 2°, en projet du Code de droit économique donne l'impression que ces deux critères se superposent. Cette disposition est en effet rédigée comme suit :

« Les alinéas 1^{er} à 3 ne s'appliquent pas :

[...]

2° si l'œuvre ou la prestation comporte une contribution de plusieurs auteurs ou artistes-interprètes ou exécutants, dans laquelle la contribution individuelle de l'auteur souhaitant exercer le droit de révocation est d'une importance relative, de sorte que les contributions et les intérêts légitimes de tous les auteurs et artistes-interprètes ou exécutants concernés par l'application du mécanisme de révocation seraient lésés par l'exercice de ce droit.

[...] ».

Le dispositif sera dès lors revu afin de garantir la correcte transposition de la directive.

2. Bien que la notion figure aussi dans la directive transposée, ni l'avant-projet ni son exposé des motifs ne définissent la notion de contribution « d'une importance relative » qui est utilisée à l'article XI.167/4, alinéa 4, 2°, en projet.

Il s'agit d'une notion fort imprécise, spécialement s'il s'agit d'un critère à part entière.

Les développements du commentaire de l'article ne semblent pas pertinents lorsqu'ils tendent pour l'essentiel à expliquer que l'œuvre audiovisuelle est collective, et non à déterminer quand une contribution d'un cotitulaire d'un droit protégé sera considérée comme étant davantage que « relative ».

La section de législation conçoit qu'une définition trop précise de cette notion n'est pas envisageable. Sans doute le texte gagnerait en sécurité juridique si quelques exemples de contributions relatives ou, au contraire, non relatives, étaient fournis dans le commentaire de l'article.

Article 9

Le commentaire de l'article fournit la précision suivante :

« Le Roi vérifiera si les parties à la convention, ayant des intérêts différents et parfois contradictoires, ont été représentées paritairement ou sur un pied d'égalité, et si la convention ne contrevient pas à la réglementation applicable. Si le Roi constate que la convention ne remplit pas ces conditions, il informe les parties à la convention collective des raisons de cette décision ».

Ces garanties gagneraient à figurer au sein de l'avant-projet, afin d'encadrer l'habilitation faite au Roi.

Une observation analogue vaut pour l'article 33.

Articles 13, 41, 72, et 77

1. L'article XI.190, 20°, en projet du Code de droit économique ne transpose pas fidèlement l'article 4, paragraphe 3, de la directive (UE) n° 2019/790. Cet article prévoit en effet que

« [l]'exception ou la limitation prévue au paragraphe 1 s'applique à condition que l'utilisation des œuvres et autres objets protégés visés audit paragraphe n'ait pas été expressément réservée par leurs titulaires de droits de manière appropriée, *notamment* par des procédés lisibles par machine pour les contenus mis à la disposition du public en ligne » (italiques ajoutés).

Or, l'article XI.190, 20°, alinéa 2, en projet du Code de droit économique prévoit qu'

« [e]n ce qui concerne les contenus mis à la disposition du public en ligne, la réservation n'est considérée appropriée *que si* elle est effectuée au moyen de procédés lisibles par machine » (italiques ajoutés).

Alors que la directive considère que le cas où la réservation est effectuée au moyen de procédés lisibles par machine est un exemple de réservation appropriée, l'avant-projet en fait la seule hypothèse de réservation appropriée.

Il est vrai que c'est en ce sens qu'est rédigé le considérant n° 18, alinéa 2, du préambule de la directive⁵ mais le Conseil d'État estime devoir retenir le dispositif de la directive plutôt que le considérant qui la commente.

Le dispositif sera revu afin d'assurer une correcte transposition de l'article 4, paragraphe 3, de la directive.

2. Une observation similaire peut être faite concernant les articles XI.217, 19°, XI.299, § 5, alinéa 2, XI.310, § 3, 2°, alinéa 2, en projet du Code de droit économique.

Article 13

L'article XI.190, 21°, *partim*, en projet du Code de droit économique dispose comme suit :

« Les organismes traitant des données à caractère personnel dans le cadre de cette exception sont strictement tenus de respecter les principes du règlement général sur la protection des données lorsqu'il seront amenés à utiliser une œuvre protégée comportant des données à caractère personnel. L'autorité responsable des traitements de données réalisés s'assure que seules les données à caractère personnel nécessaires au bon déroulement de la procédure considérée seront traitées. P[a]r ailleurs, il informe correctement les personnes concernées du traitement de données envisagé, des finalités poursuivies ainsi que des différentes catégories de données utilisées pour ce faire ».

Les traitements de données à caractère personnel effectués en vertu de l'avant-projet de loi doivent cependant nécessairement se faire dans le respect du règlement (UE) n° 2016/679⁶, compte tenu du champ d'application de cette législation.

Des dispositions qui ne font que rappeler l'application d'une norme d'effet direct relevant du droit européen sont à proscrire dès lors cela donne erronément à penser que l'autorité qui reproduit les règles serait compétente pour les modifier ou en régler le champ d'application.

Comme cela est prévu à l'article XI.217, 20°, en projet du Code de droit économique, il convient d'omettre les phrases précitées du dispositif.

⁵ Selon ce considérant dans la version française de la directive :

- « [...] En ce qui concerne les contenus mis à la disposition du public en ligne, la réservation de ces droits ne devrait être jugée appropriée que si elle est effectuée au moyen de procédés lisibles par machine [...] ».

Selon ce considérant dans la version néerlandaise de la directive :

- « [...] Bij content die online voor het publiek beschikbaar is gesteld, moet het voorbehouden van die rechten enkel als passend worden beschouwd indien hierbij machinaal leesbare middelen worden gebruikt [...] ».

Selon ce considérant dans la version anglaise de la directive :

- « [...] In the case of content that has been made publicly available online, it should only be considered appropriate to reserve those rights by the use of machine-readable means [...] ».

⁶ Règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE' (règlement général sur la protection des données)'.

Articles 19, 46, 66, 73 et 78

1. Les articles XI.192/2, § 5, XI.218/2, § 4, XI.245/7/5, § 2 et XI.299/1, § 5, en projet du Code de droit économique utilisent la notion d'« institutions du patrimoine culturel ».

Or, l'auteur de l'avant-projet a, de manière générale, fait le choix, à l'inverse de la directive (UE) n° 2019/790, de ne pas utiliser cette notion mais d'utiliser à la place la définition qui en est donnée par l'article 2, paragraphe 3, de la directive (UE) n° 2019/790, à savoir « une bibliothèque accessible au public, un musée, des archives, une institution dépositaire d'un patrimoine cinématographique ou sonore ».

Il convient dès lors, dans un souci de cohérence et de sécurité juridique, de remplacer les mots « institutions du patrimoine culturel » par les mots « une bibliothèque accessible au public, un musée, des archives, une institution dépositaire d'un patrimoine cinématographique ou sonore ».

2. Aux termes de l'article 8, paragraphe 4, de la directive n° 2019/790,

« [l]es États membres prévoient que tous les titulaires de droits peuvent à tout moment, facilement et de manière effective, exclure leurs œuvres ou autres objets protégés du mécanisme d'octroi de licences énoncé au paragraphe 1 ou de l'application de l'exception ou de la limitation prévue au paragraphe 2, soit de manière générale, soit dans des cas spécifiques, y compris après la conclusion d'un contrat de licence ou après le début de l'utilisation concernée ».

Les articles XI.192/2, § 2, XI.218/2, § 2, XI.245/7/2, XI.299/1, § 2 et XI.310/1, § 2, en projet du Code de droit économique (articles 19, 46, 63, 73 et 78 de l'avant-projet), qui tendent à transposer cette disposition, sont rédigés sur le modèle de l'article XI.192/2, § 2, en projet moyennant les spécificités liées à l'objet de ces dispositions. Cet article XI.192/2, § 2, en projet dispose qu'

« [u]n auteur peut, à tout moment et conformément à l'article XI.245/7/2, exclure facilement et de manière effective ses droits de reproduction et communication au public visés au paragraphe 1^{er}, soit de manière générale, soit dans des cas spécifiques, y compris après le début de l'utilisation concernée par une bibliothèque ou un musée accessibles au public, une archive ou une institution dépositaire du patrimoine cinématographique ou sonore ».

La reproduction dans ces dispositions du membre de phrase « , facilement et de manière effective, », qui figure dans la directive, ne suffit pas à assurer une transposition complète de celle-ci.

Il appartient aux autorités nationales chargées de la transposition de la directive d'énoncer expressément les conditions dans lesquelles il sera « facile et effectif » pour les intéressés de procéder à la démarche d'exclusion qui leur est reconnue en son principe.

Ainsi qu'il a été indiqué ci-avant, l'article XI.245/7/2 en projet à l'article 63, contient une disposition analogue en son alinéa 1^{er} mais est complété d'un alinéa 2 qui habilite le Roi à « préciser les règles relatives aux modalités d'exercice de l'exclusion visée à l'alinéa 1^{er} », ce qui lui permettra d'énoncer ces conditions.

Les autres dispositions en projet énumérées ci-dessus ne contiennent pas pareille habilitation.

Elles devraient être complétées soit par une réglementation des conditions « faciles et effectives » pour procéder à l'exclusion des droits en question, soit par une habilitation au Roi analogue à celle figurant à l'article XI.245/7/2, alinéa 2, en projet. Si c'est la première option qui est choisie, l'article XI.192/2, § 2, en projet devrait être complété de la même manière afin d'adopter une méthode homogène de légiférer en la matière dans le prolongement de l'article 8, paragraphe 4, de la directive ; en outre, en tout état de cause, dans la version française de l'article XI.245/7/2, alinéa 1^{er}, en projet, l'adjectif « efficace » sera remplacé par le mot « effective ».

Articles 20 et 21

Les articles XI.192/3 et XI.193 en projet du Code de droit économique composent la sous-section 5 de la section 6 du chapitre 2 du titre 5 du livre XI du Code de droit économique, dont l'intitulé est « Dispositions communes aux sous-sections 1, 2, 3 et 4 ».

Or, l'article 18 de l'avant-projet insère une nouvelle sous-section 4/1 (« Œuvres indisponibles dans le commerce ») au sein de la section 6 du chapitre 2 du titre 5 du livre XI du Code de droit économique et l'article 19 de l'avant-projet insère au sein de cette nouvelle sous-section 4/1 l'article XI.192/2 du Code de droit économique.

Dès lors que les articles XI.192/3 et XI.193 en projet s'appliqueront également à l'article XI.192/2 en projet du Code de droit économique, il convient d'adapter l'intitulé de la sous-section 5 de la section 6 du chapitre 2 du titre 5 du livre XI du Code de droit économique.

Article 22

Le mot « combine » doit, dans la version française, être remplacé par le mot « combien ».

Article 28

Dans la version française, de l'article 28, 3°, de l'avant-projet, il convient de viser le « paragraphe 3 » et non pas le « paragraphe 1^{er} ».

Article 38

1. La possibilité de recourir à la médiation organisée par les articles 1724 à 1737 du Code judiciaire résulte déjà de ces dispositions et plus particulièrement de l'article 1724 du Code judiciaire, qui dispose comme suit :

« Tout différend de nature patrimoniale, transfrontalier ou non, y compris les différends impliquant une personne morale de droit public, peut faire l'objet d'une médiation. Les différends de nature non patrimoniale susceptibles d'être réglés par transaction ainsi que les différends visés à l'article 572bis, 3°, 4°, 6° à 10° et 12 à 15° et les différends découlant de la cohabitation de fait peuvent aussi faire l'objet d'une médiation ».

Par conséquent, la seconde phrase de l'article XI.216/2, § 2, en projet du Code de droit économique est inutile et doit être omise. Si l'auteur de l'avant-projet l'estime utile, cette précision sera apportée au sein du commentaire de l'article.

Une observation analogue peut être faite concernant l'article XI.216/2, § 5, alinéa 4, en projet du Code de droit économique.

2. Les paragraphes 2, alinéa 2, et 5, alinéa 5, de l'article XI.216/2 en projet du Code de droit économique confient à une « Commission », non autrement dénommée, une compétence en cas de désaccord entre, respectivement, d'une part, l'éditeur de presse et le prestataire de la société de l'information et, d'autre part, les éditeurs de presse et les auteurs d'œuvres intégrées dans une publication de presse.

Le paragraphe 5, alinéa 5, en projet règle la composition de la « Commission » dont il est question dans cette disposition mais le paragraphe 2, alinéa 2, en projet est muet sur ce point. Il pourrait en être déduit que, dans l'intention de l'auteur de l'avant-projet, il s'agit de la même « Commission ».

En revanche, le fait que, selon le commentaire de la disposition, la première de ces « Commissions » n'a pas de pouvoir de décision finale, contrairement à la seconde, pourrait conduire à une lecture selon laquelle il s'agit de deux « Commissions » différentes.

Le dispositif devrait être éclairci sur ce point, en ce compris quant à la dénomination de cette « Commission » ou de ces « Commissions ».

S'il s'agit de deux « Commissions » différentes, l'avant-projet doit régler la composition de celle visée à l'article XI.216/2, § 2, alinéa 2, en projet.

3. La « Commission », instaurée par l'article XI.216/2, § 5, alinéa 5, en projet est chargée de déterminer la part appropriée de la rémunération prévue à l'alinéa 1^{er} de cette disposition.

Il va de soi que la « Commission » ne pourrait pas refuser de statuer sur la demande de fixation de la part de rémunération qui lui est soumise, sous peine de porter atteinte au principe d'égalité et de non-discrimination. Par conséquent, les mots « peut déterminer » doivent être remplacés par le mot « détermine ».

L'avant-projet doit régler les indemnités ou rétributions éventuellement accordées aux membres de ladite « Commission », ce qui vaudrait aussi pour celle instaurée par le paragraphe 2, alinéa 2, en projet s'il devait s'agir d'une « Commission » autre que celle visée au paragraphe 5, alinéa 5, en projet.

4. Le paragraphe 3 de l'article XI.216/2 en projet introduit trois exceptions aux droits exclusifs de l'éditeur de presse sur la reproduction de sa publication de presse, telle que définie à l'article XI.216/1, § 1^{er}, et dont il ressort que la « publication de presse » peut être composée d'autres œuvres que des « œuvres littéraires de nature journalistique ». Il est raisonnable de considérer que la « publication de presse » sera fréquemment composée de photographies.

L'exception aux droits exclusifs de l'éditeur de presse, visée à l'article XI.216/2, § 3, 2°, en projet permet l'utilisation de « mots isolés » ou de « très courts extraits d'une publication de presse ». L'article XI.190, 1°, permet la citation dans certaines conditions, sans l'autorisation de l'auteur, « de courts fragments d'œuvres ou d'œuvres d'art plastique ou graphique dans leur intégralité ».

Le considérant n° 58 de la directive expose ce qui suit :

« Les utilisations de publications de presse par des prestataires de services de la société de l'information peuvent consister en l'utilisation de publications ou d'articles intégraux, mais aussi en l'utilisation de parties de publications de presse. Ces utilisations de parties de publications ont également gagné en importance économique. Dans le même temps, il se peut que l'utilisation de mots isolés ou de très courts extraits de publications de presse par des prestataires de services de la société de l'information ne fragilise pas les investissements effectués par les éditeurs de publications de presse dans la production de contenus. Il est dès lors approprié de prévoir que l'utilisation de mots isolés ou de très courts extraits de publications de presse ne devrait pas entrer dans le champ des droits prévus dans la présente directive. Compte tenu de l'agrégation et de l'utilisation massives de publications de presse par les prestataires de services de la société de l'information, il importe que l'exclusion des très courts extraits soit interprétée de manière à ne pas affecter l'efficacité des droits prévus dans la présente directive ».

Le considérant n° 59 rappelle toutefois que

« [l]a protection accordée aux éditeurs de publications de presse en vertu de la présente directive ne devrait pas porter atteinte aux droits des auteurs et autres titulaires de droits à l'égard des œuvres et autres objets protégés intégrés dans ces publications, y compris en ce qui concerne la mesure dans laquelle les auteurs et autres titulaires de droits peuvent exploiter leurs œuvres ou autres objets protégés indépendamment de la publication de presse dans laquelle ils sont intégrés ».

Dès lors qu'en pratique l'utilisation de « très courts extraits » par les prestataires de services de la société de l'information reproduisent fréquemment la photographie associée à l'article de presse, se pose la question de savoir si le « très court extrait » qui peut être reproduit en dérogation des droits de l'éditeur de presse, englobe la possibilité de la reproduction intégrale de la photographie illustrant la « publication de presse ».

Par souci de sécurité juridique, cette question doit être réglée dans le dispositif.

Article 45

La sous-section 4/1 ajoutée par l'avant-projet au livre XI, titre 5, chapitre 3, section 7 du Code de droit économique ne comporte pas l'article XI.218/1 mais l'article XI.218/2.

La version française de l'article 45 de l'avant-projet sera corrigé en conséquence.

Article 57

1. À l'article XI.228/8, § 2, en projet du Code de droit économique, l'utilisation du terme « nonobstant » implique que l'obligation de bonne foi imposée aux utilisateurs et aux ayants droit pourrait porter atteinte au caractère volontaire de la médiation.

Cela n'est pas admissible au regard de la *ratio legis* de la médiation extra-judiciaire au sens des articles 1724 à 1729 du Code judiciaire.

Les mots « nonobstant le » seront remplacés par les mots « sans préjudice du » ou les mots « nonobstant le caractère volontaire de la médiation » seront omis.

2. Le fait de confier au médiateur l'obligation de proposer une répartition de ses honoraires entre les parties au vu de l'ensemble des éléments du cas d'espèce et, en particulier, de « la validité des arguments des parties au litige, la conduite des parties, ainsi que la taille et le poids financier relatifs des parties » porte atteinte à la neutralité du médiateur (voir l'article 1726, § 1^{er}, 3^o, du Code judiciaire) et n'est pas admissible.

L'article XI. 228/8, § 3, en projet du Code de droit économique doit être fondamentalement revu.

Article 68

L'article XI.291, § 2, alinéa 1^{er}, en projet tend à transposer l'article 7 de la directive (UE) n° 2019/790 en ce qu'il exige que les États membres appliquent aux articles 3 à 6 de ladite directive l'article 6, paragraphe 4, premier, troisième et cinquième alinéas, de la directive n° 2001/29/CE.

L'article XI.191/2, § 1^{er}, du Code de droit économique est modifié par l'article 16 de l'avant-projet afin d'y insérer notamment un 3^o et un 4^o afin d'assurer la transposition des articles 3 et 5 de la directive (UE) n° 2019/790.

Par conséquent, l'article XI.291, § 2, alinéa 1^{er}, en projet du Code de droit économique doit également viser l'article XI.191/2, § 1^{er}, 3^o et 4^o, du Code de droit économique afin d'assurer une correcte transposition de l'article 7 de la directive (UE) n° 2019/790.

Article 78

Il convient de remplacer, en ce qui concerne la numérotation de la nouvelle disposition proposée, les mots « XI.310 » par les mots « XI.310/1 ».

Article 80

L'article XI.191/2, § 1^{er}, du Code de droit économique est modifié par l'article 16 de l'avant-projet afin d'y insérer notamment un 3^o et un 4^o afin d'assurer la transposition des articles 3 et 5 de la directive (UE) n° 2019/790.

Par conséquent, l'article XI.336 en projet du Code de droit économique, compte tenu de sa *ratio legis*, doit également viser l'article XI.191/2, § 1^{er}, 3^o et 4^o, du Code de droit économique.

Article 82

1. L'article 82 tend à insérer un nouvel article XVII.34/1 dans le Code de droit économique en vue d'autoriser le président du tribunal de l'entreprise de Bruxelles à rendre une « ordonnance de référé » visant à mettre fin aux atteintes présumées au droit d'auteur, à un droit voisin ou au droit d'un producteur de bases de données, commises en ligne. Le paragraphe 1^{er} de l'article XVII.34/1 en projet du Code précise que cette ordonnance peut être rendue « à l'encontre du contrevenant supposé ainsi que de tout intermédiaire dont les services sont utilisés ».

À plusieurs reprises, le texte en projet précise qu'il ne s'agit que de mesures provisoires et ce, conformément au pouvoir du juge siégeant en référé.

Il est précisé au troisième paragraphe de l'article XVII.34/1 en projet que la demande visée au paragraphe premier « peut être formée par requête unilatérale ».

À la lecture tant de l'ensemble du dispositif que du commentaire de l'article, la section de législation observe une ambiguïté quant à savoir si l'action ainsi envisagée peut prendre la forme d'un référé contradictoire ou si seule une action sur requête unilatérale est envisagée.

Ainsi :

- si le paragraphe 3 précité précise que l'action « peut » être introduite par requête unilatérale, ce qui permet de penser que le recours à la citation pour introduire un référé contradictoire n'est pas exclu, le commentaire de l'article précise au contraire que « [l']action instaurée par l'article XVII.34/1 est une procédure en référé sur requête unilatérale » ; le commentaire évoque par ailleurs une « nouvelle action en référé sur requête unilatérale », « la nouvelle procédure de référé sur requête unilatérale », « l'action en cessation unilatérale d'infractions en ligne au droit d'auteur et aux droits voisins » ou « une action pouvant être systématiquement introduite sur requête unilatérale », tout en précisant que « le recours à l'action visée par l'article XVII.34/1 est facultatif pour les titulaires de droits concernés et ne les prive pas de la possibilité de recourir, s'ils le préfèrent, au référé 'ordinaire' » ou à « une action en référé classique », ce qui semble viser la procédure de référé contradictoire ⁷ ;

- l'article XVII.34/2, § 1^{er}, introduit par l'article 83 de l'avant-projet, n'évoque que la tierce opposition comme mode de contestation de l'ordonnance rendue en application de l'article XVII.34/1 ;

- le commentaire de l'article compare à plusieurs reprises cette nouvelle action « en référé » à la saisie en matière de contrefaçon, visée aux articles 1369bis/1 et suivants du Code judiciaire, qui est une procédure exclusivement introduite par requête unilatérale ;

- *a contrario*, le commentaire de l'article évoque parfois « l'action en référé [...] instaurée par l'article XVII.34/1 », sans insister sur son éventuel caractère exclusivement unilatéral ;

- plus fondamentalement, le nouveau paragraphe 3 inséré dans l'article 589bis du Code judiciaire par l'article 87 de l'avant-projet précise que le président du tribunal de l'entreprise sera saisi « le cas échéant par voie de requête », ce qui laisse très clairement la possibilité de le saisir aussi par la voie de la citation contradictoire ;

- de même, toujours dans le commentaire de l'article, il est précisé que « les règles ordinaires de la procédure en référé (article 584 et 1035 à 1041 du Code judiciaire) et, le cas échéant, de la procédure sur requête unilatérale (articles 1025 à 1034 du Code judiciaire), s'appliquent pleinement » et que, « lorsque la procédure est formée sur requête, ce qui sera généralement le cas, la requête ne pourra être présentée que par un avocat » ;

- le commentaire des articles 87 et 88 de l'avant-projet évoque par ailleurs « l'absence de défendeur formel à l'action, lorsqu'elle est formée par requête unilatérale ».

Dans un souci de sécurité juridique et pour éviter toute contestation qui pourrait surgir dans le cadre de ce contentieux à venir, il s'impose que l'auteur du projet exprime clairement son intention quant à la nature exclusivement unilatérale ou potentiellement unilatérale de la nouvelle procédure introduite dans l'article XVII.34/1 en projet du Code de droit économique.

⁷ *A contrario*, le commentaire de l'article 88 du projet évoque la procédure de référé « ordinaire », « sur requête unilatérale ou non ».

A priori, la section de législation du Conseil d'État ne voit pas ce qui justifierait que cette procédure ne puisse prendre que la forme d'une action unilatérale.

Si, comme cela semble raisonnable, il est laissé au demandeur potentiel le choix entre une action en référé contradictoire (introduite par citation) ou une action unilatérale (introduite par requête), l'auteur du projet veillera à adapter le dispositif des articles 82 à 88 du projet, pour les faire parfaitement correspondre à cette option.

Ainsi, à titre d'exemples :

L'obligation imposée au président de statuer sur la demande « dans les plus brefs délais » ne devrait pas être réservée à l'hypothèse où l'action est introduite par requête unilatérale, étant entendu qu'en raison même des contraintes du débat contradictoire, le prononcé de l'ordonnance contradictoire prendra nécessairement plus de temps que celui d'une décision unilatérale ;

l'article XVII.34/2, § 1^{er}, en projet sera modifié comme suit :

« Lorsque l'ordonnance rendue en application de l'article XVII.34/1, l'a été sur requête unilatérale, elle peut être contestée [la suite comme à l'avant-projet] ».

Le commentaire de ces dispositions devra également être revu afin de supprimer toutes les expressions ambiguës quant à la nature contradictoire ou unilatérale de la procédure, telles celles pointées ci-avant.

2. Le commentaire de l'article expose ce qui suit :

« Les droits dont la violation est susceptible de justifier une action en référé au titre du nouvel article XVII.34/1 sont le droit d'auteur et les droits voisins du droit d'auteur, tels que visés au titre 5 du livre XI du Code de droit économique. Il s'agit également du droit d'auteur sur les programmes d'ordinateur visé au titre 6 et du droit d'un producteur de bases de données visé au titre 7 du livre XI du Code de droit économique ».

Cependant, l'article XVII.34/1, § 1^{er}, en projet du Code de droit économique ne vise pas les « droits d'auteur sur les programmes d'ordinateur ».

L'auteur de l'avant-projet vérifiera si le dispositif ne doit pas être complété.

3. L'auteur de l'avant-projet doit être en mesure de justifier, au regard des articles 10 et 11 de la Constitution, le fait que les organismes de gestion collective autorisés disposent également d'un droit d'action sur la base de l'article XVII.34/1, § 2, en projet du Code de droit économique, alors que l'article XVII.19 du Code de droit économique, qui concerne l'organisation d'une action en cessation de toute atteinte à un droit de propriété intellectuelle à l'exception du droit des brevets, ne vise pas ces organismes parmi les personnes autorisées à introduire une telle action.

4. Il résulte du commentaire de l'article XVII.34/1 en projet que cette disposition doit être lue à la lumière de l'article 9, paragraphe 4, de la directive n° 2004/48/CE du 29 avril 2004 'relatif au respect des droits de propriété intellectuelle', qui dispose que

« [l]es États membres veillent à ce que les mesures provisoires visées aux paragraphes 1 et 2 puissent, dans les cas appropriés, être adoptées sans que le défendeur soit entendu, en particulier lorsque tout retard serait de nature à causer un préjudice irréparable au titulaire du droit [...] ».

Comme le relève le commentaire de l'article,

« [...] hormis le cas où il y est expressément dérogé, toutes les règles applicables à la procédure en référé s'appliquent également à l'action nouvelle consacrée par la présente disposition. Il n'est donc pas nécessaire de répéter ces règles dans l'article XVII.34/1 ».

L'article XVII.34/1, § 4, en projet du Code de droit économique traite uniquement des conditions de fond permettant de prononcer des mesures provisoires à la suite de l'introduction de cette nouvelle procédure en référé.

Tel qu'il est rédigé, le texte en projet ne déroge donc pas à l'article 584, alinéas 1^{er} et 4, du Code judiciaire en ce qui concerne les conditions de recevabilité de la demande (urgence ou absolue nécessité).

Cependant, en contradiction avec ce constat, le commentaire de l'article XVII.34/1 en projet du Code de droit économique part du postulat que cette action en référé pourra

« être accueillie par le juge des référés sans que soient discutées les conditions d'urgence et d'absolue nécessité visées à l'article 584 du Code judiciaire. Ces conditions classiques sont, en quelque sorte, remplacées par trois conditions spécifiques – l'apparence des droits du demandeur, le caractère absolument manifeste et considérable de l'atteinte en ligne et une balance des intérêts en présence – inspirées de celles prévues dans le cadre de la procédure de saisie en matière de contrefaçon ».

Il s'impose en conséquence que le dispositif en projet soit complété pour correspondre au but poursuivi par l'auteur du projet. À ce titre, un troisième alinéa pourrait être ajouté au paragraphe 4 de l'article XVII.34/1 en projet, rédigé comme suit :

« L'urgence visée à l'article 584, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire, ou l'absolue nécessité, visée à l'article 584, alinéa 4, du Code judiciaire, lorsque la demande est introduite par requête unilatérale, est présumée ».

5. La présomption légale d'urgence ou d'absolue nécessité impose qu'il soit prévu que, dans tous les cas, le président veille à statuer dans les plus brefs délais.

L'actuel alinéa 2 du paragraphe 3 de l'article XVII.34/1 en projet devrait apparaître sous la forme d'un paragraphe distinct du paragraphe 3, et être rédigé comme suit :

« Sauf circonstances particulières, le président statue dans les plus brefs délais, à compter de l'inscription de la demande au rôle. Ce délai ne dépasse pas huit jours ouvrables à compter de l'inscription de la demande au rôle ».

Le délai de « 8 jours ouvrables » prévu au paragraphe 3 de l'article XVII.34/1 en projet est purement indicatif. Il est peu probable qu'il puisse matériellement être respecté lorsque, conformément à ce qu'autorise le troisième alinéa de ce paragraphe, le président décide d'entendre « le contrevenant supposé ou toute personne concernée » par les mesures demandées avant de statuer sur la demande ⁸.

6. Le texte gagnerait en clarté s'il était précisé que le droit pour le président de convoquer un tiers existe même si la procédure est contradictoire dès lors qu'il est parfaitement concevable que le demandeur en référé contradictoire n'aura pas assigné toutes les personnes éventuellement concernées par les mesures demandées.

L'actuel alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article XVII.34/1 en projet devrait apparaître sous la forme d'un paragraphe distinct du paragraphe 3 en projet et le terme « requérant » devrait être remplacé par celui de « demandeur ».

7. La convocation par pli judiciaire de la ou des personnes que le président souhaite entendre semble peu compatible avec l'exigence d'un traitement de la demande « dans les plus brefs délais ». En toute hypothèse, si le recours au pli judiciaire devait être maintenu, il conviendrait de préciser expressément le « délai de comparution » entre la notification du pli judiciaire et la date de la convocation en chambre du conseil.

La section de législation se demande s'il ne serait pas plus réaliste, eu égard à la *ratio legis* de la nouvelle procédure instaurée par la disposition en projet ⁹, d'envisager d'autres modes de convocation, moins formels, s'inspirant de ce que le texte en projet prévoit pour la convocation de la partie « requérante » ¹⁰. Cette concession sur le formalisme procédural n'est toutefois envisageable qu'à la condition que le statut procédural des parties ainsi convoquées soit expressément réglé. Les parties ainsi convoquées pour être entendues en chambre du conseil par le président ne peuvent pas être considérées comme devenant de ce fait « parties à la cause » ni même « parties intervenantes ». Cette précision devrait expressément figurer dans le dispositif.

Par ailleurs, pour éviter qu'un contentieux ne se développe à cet égard, l'auteur du projet devrait préciser les conséquences procédurales d'une telle audition, notamment en accordant expressément aux parties à la cause le droit de conclure après avoir pris connaissance de l'audition de la ou des parties convoquées par le juge.

⁸ À cet égard, il convient de remplacer, à l'article XVII.34/1, § 3, alinéa 3, en projet, les termes « peut avant d'octroyer les mesures provisoires », par « peut avant de statuer sur la demande de mesures provisoires », afin d'éviter de sous-entendre que le président va nécessairement octroyer les mesures demandées.

⁹ Notamment le fait que, comme le souligne le commentaire de l'article, « [d]ans un souci d'efficacité et de rapidité, il n'est pas requis que l'action soit d'abord dirigée contre le contrefacteur primaire ou que soit démontrée l'impossibilité d'agir contre celui-ci » et que « le présent projet de loi vise à mettre en place un système *flexible*, afin que soient prises des mesures efficaces à l'encontre du téléchargement illégal et des atteintes considérables au droit d'auteur commises en ligne » (italiques ajoutées).

¹⁰ À cet égard, la dernière phrase de l'article XVII.34/1, § 3, alinéa 3, en projet, devrait être rédigée comme suit : « Le demandeur, ou son conseil, est convoqué par simple pli ou par courrier électronique ».

8. La précision contenue au paragraphe 7, alinéa 3, de l'article XVII.34/1 en projet, selon laquelle les éventuelles astreintes dont seraient assorties les mesures provisoires ordonnées par le juge frapperaient également les modalités d'application de ces mesures précisées par le Service visé à l'article XV11.34/3 en projet, mériterait d'être développée afin que soit clairement exposé dans le dispositif à partir de quel moment les astreintes seront dues lorsque le Service précité intervient pour préciser les modalités d'application des mesures ordonnées par le président du tribunal.

9. Il conviendrait également de prévoir expressément que la notification de l'ordonnance, prévue au paragraphe 8 de l'article XVII.34/1 en projet, sera faite à la ou aux parties convoquées par le président pour être entendues en chambre du conseil.

Par ailleurs, concernant les modalités de la notification de l'ordonnance, l'auteur de l'avant-projet veillera à s'inspirer du texte de l'article 792, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire, rédigé comme suit

« Le greffier notifie à chacune des parties ou, le cas échéant, à leurs avocats, une copie non signée de la décision. Cette notification ne fait pas courir le délai de recours. Elle a lieu par voie électronique à l'adresse électronique professionnelle de l'avocat ou, s'il s'agit d'une partie qui a comparu sans avocat, à l'adresse judiciaire électronique de cette partie ou, à défaut, à la dernière adresse électronique que cette partie a fournie dans le cadre de la procédure. Si aucune adresse électronique n'est connue du greffier, ou si la notification à l'adresse électronique a manifestement échoué, la notification est faite par simple lettre ».

Il conviendrait également de remplacer le terme « requérant » par le terme « demandeur ».

10. Le paragraphe 9 de l'article XVII.34/1 en projet autorise le président à ordonner « la publication sur internet de son ordonnance, d'un résumé de celle-ci ou d'un avis ».

Le commentaire de cette disposition énonce ce qui suit à son sujet :

« Par avis, l'on vise une notice informative à destination des internautes sur les conséquences négatives de l'atteinte aux droits commise en ligne ainsi qu'un renvoi vers l'offre légale en ligne.

Étant donné qu'un avis avec un contenu harmonisé qui pourrait apparaître à chaque fois qu'un internaute essaie d'accéder à la page d'un site bloqué, aura un impact plus éducatif que des avis épars rédigés selon l'espèce par le juge, il est proposé que l'avis contienne à tout le moins, la formule suivante : 'Le contenu hébergé sur cette page a été rendu inaccessible suite à une décision de justice constatant qu'il portait atteinte à des droits d'auteur et/ou des droits voisins protégés par la loi belge. Une liste de sites proposant des contenus à télécharger de manière licite peut être consultée ICI (lien vers page SPF Economie)' ».

Le texte standard de l'avis ainsi proposé est incompatible avec le caractère provisoire des mesures ordonnées, au sens rappelé par ailleurs dans le commentaire de l'article, à savoir que les mesures ordonnées ne sont pas revêtues de l'autorité de chose jugée. Le juge des référés ne peut en effet pas constater que le contenu d'un site « portait atteinte à des droits d'auteur » dès lors qu'il ne statue que sur des apparences.

La comparaison, dans le commentaire de l'article, avec les affichages de la décision prise par le juge en matière d'action en cessation n'est pas pertinente dès lors qu'à l'inverse du juge des référés, le juge de la cessation statue comme en référé au fond et non au provisoire.

Articles 83 et 84

L'auteur de l'avant-projet doit être en mesure de justifier, au regard des articles 10 et 11 de la Constitution, que les institutions publiques poursuivant les mêmes fins qu'une personne morale visée à l'article 17, alinéa 2, du Code judiciaire, ne se voient reconnaître un droit d'action que dans le cadre de l'article XVII.34/2, § 2, en projet du Code de droit économique et pas dans le cadre des articles XVII.34/2, § 1^{er}, et XVII.34/3, § 2, alinéa 7, en projet du Code de droit économique.

Article 83

Au paragraphe 1^{er} en projet, la précision selon laquelle, lorsqu'elle a été rendue sur requête unilatérale, l'ordonnance peut faire l'objet d'une tierce opposition, ne fait que confirmer le droit commun et semble dès lors inutile.

Elle sera omise.

Article 84

1. Il résulte de l'article 37 de la Constitution qu'il appartient au Roi de régler le fonctionnement et l'organisation des services relevant du pouvoir exécutif.

Il ne revient dès lors pas au législateur de désigner lui-même le Service de lutte contre les atteintes au droit d'auteur et aux droits voisins commises en ligne. Il doit donc se limiter à charger le Roi ou à lui confier le pouvoir d'exécuter cette tâche ou de faire exécuter celle-ci par des services du pouvoir exécutif fédéral que le Roi désigne.

La nature de ces services et des missions qu'ils assurent, ainsi que la manière dont ils exercent leurs missions peuvent cependant être précisées par l'avant-projet lui-même en fonction de la législation sur laquelle porte leur compétence.

2. La deuxième phrase de l'article XVII.34/3, § 2, alinéa 1^{er}, en projet du Code de droit économique est redondante avec celle de l'article XVII.34/1, § 7, en ce qu'elle prévoit que le Service ne peut étendre, limiter ou modifier les mesures provisoires.

La même observation vaut pour l'article XVII.34/3, § 2, alinéa 4, en projet du Code de droit économique, qui reproduit une partie de l'alinéa 3 de cette disposition.

L'article XVII.34/3, § 2, en projet sera revu au regard de cette observation.

3. L'article XVII.34/3, § 2, en projet prévoit en son septième et dernier alinéa que tout intéressé, de même que toute personne morale visée à l'article 17, alinéa 2, du Code judiciaire, peut contester la décision du Service prise en application des alinéas 1^{er} à 5. Il est précisé que la contestation est portée devant le juge qui a rendu l'ordonnance contenant les mesures provisoires dont le Service a précisé ou adapté les modalités d'application.

Selon le commentaire de cette disposition,

« [u]ne telle contestation n'a nullement pour conséquence que le Service devient partie à l'instance dans laquelle l'ordre de cessation se situe ».

Cette précision semble toutefois incompatible avec le dispositif en projet, qui précise encore que la contestation sera introduite « par citation donnée au Service et à l'ayant droit qui avait introduit l'action originaire ». En donnant citation au Service à comparaître devant le président qui a rendu la décision initiale, le Service devient *de facto* partie à cette procédure.

Par ailleurs, le Service n'ayant pas de personnalité juridique propre dès lors qu'il est un service interne au SPF Économie, il ne peut pas faire l'objet d'une citation en justice.

Le texte en projet sera revu pour rencontrer ces écueils.

4. Le commentaire de l'article 84 de l'avant-projet, sous la subdivision « 1. Détermination des modalités d'application par le Service », expose ce qui suit :

« Les recours contre les décisions du Service relèvent de la compétence exclusive des tribunaux civils. Aucun recours administratif ne peut être introduit devant le Conseil d'État contre les décisions du Service, y compris la décision d'accéder ou non à une demande de révision ».

Centraliser au niveau des tribunaux de l'ordre judiciaire les « recours contre les décisions du Service » lorsque celles-ci sont liées à la mise en œuvre des mesures provisoires ordonnées par le président du tribunal de l'Entreprise en application de l'article XVII.34/1 en projet (article 82 de l'avant-projet) en écartant à cette fin la compétence du Conseil d'État pour en connaître, ne soulève aucune difficulté d'ordre juridique dans le contexte examiné.

La question se pose toutefois de savoir si l'intention est également d'écarter la compétence du Conseil d'Etat lorsque le Service, comme c'est le cas à l'article XVII.34/3, § 7, en projet n'agit pas dans le cadre de la détermination des modalités d'application des mesures provisoires ordonnées conformément à l'article XVII.34/1 en projet. Ainsi, en application de l'article XVII.34/3, § 7, en projet, le Service est chargé, s'il le souhaite, d'établir « une liste indicative de sites web mettant licitement à disposition du public des œuvres et prestations protégées ».

Il ne saurait *a priori* être exclu que les responsables de tels sites, qui ne seraient par hypothèse pas mentionnés sur une liste publiée par le Service, demandent à y figurer et que l'absence de réponse du Service après mise en demeure ou la décision prise par le Service quant à cette demande génère un contentieux qui, sans intervention explicite en sens contraire du législateur, relève de la compétence du Conseil d'Etat en application des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973.

Seule une attribution explicite de ce contentieux aux juridictions de l'ordre judiciaire pourrait rendre le Conseil d'État incompetent pour connaître de ce contentieux.

Tel n'est pas le cas dans le dispositif de l'avant-projet. Le commentaire gagnerait à le confirmer.

5. À l'article XVII.34/3, § 9, en projet, l'alinéa 3 prévoit que les accords que le Service peut être amené à conclure ou dans le processus de conclusion desquels il serait intervenu « peuvent être rendus obligatoires par arrêté royal à l'égard des tiers ».

L'alinéa 4, en projet, précise ensuite que

« [l]e ministre peut refuser de proposer au Roi de rendre un accord obligatoire au motif qu'il contient des dispositions manifestement illégales ou contraires à l'intérêt général. Il en fait connaître les motifs au Service et aux parties prenantes ».

Tel qu'il est formulé, cet alinéa 4 est malencontreusement conçu puisque, pris au pied de la lettre, il donne à penser que ce n'est que dans l'hypothèse où un accord serait « manifestement » illégal que le ministre pourrait refuser de proposer au Roi de le rendre obligatoire et non dans le cas où l'accord concerné serait « simplement » illégal.

En outre, l'alinéa 4 procède d'une conception singulière dont il résulterait que le ministre serait tenu de se justifier vis-à-vis d'un Service d'un SPF et, accessoirement, vis-à-vis des parties prenantes lorsqu'il décide, dans le cadre de sa responsabilité ministérielle, de ne pas proposer au Roi d'adopter un arrêté royal dont l'adoption lui est suggérée par le Service. À cet égard, l'indépendance et l'impartialité que le paragraphe 11 en projet du même article garantit aux membres du Service « dans l'exercice de leurs fonctions » ne peut aller jusqu'à permettre au législateur d'écarter la plénitude de compétence dont dispose un ministre, sous sa responsabilité politique, de soumettre ou non un arrêté à la signature du Roi.

Par conséquent, l'alinéa 4, qui s'immisce dans l'organisation interne du pouvoir exécutif en interférant dans les rapports qui s'établissent entre un service centralisé de l'État, un ministre qui en est le responsable et le Roi, doit être omis.

Articles 85 et 86

1. En vertu de l'article 85, l'article XVII.34/4 en projet du Code de droit économique prévoit la révocation des mesures provisoires si le demandeur n'a pas introduit une action au fond dans un délai raisonnable. Cette révocation n'est pas automatique : elle doit être demandée à la requête de toute personne à laquelle l'ordonnance a été signifiée pour exécution.

Le texte ne précise pas devant quel tribunal cette demande de révocation doit être introduite.

En vertu de l'article 86, l'article XVII.34/5 en projet prévoit qu'en cas de révocation notamment, « le tribunal » peut ordonner « au demandeur, sur demande du défendeur », de dédommager le défendeur ou le tiers lésé en réparation de tout dommage causé par les mesures provisoires.

Il conviendrait d'harmoniser ces dispositions en précisant quel est le « tribunal » compétent pour connaître de la révocation et de la demande d'indemnisation et en prévoyant que le même tribunal est compétent pour ces deux demandes.

2. Les mots « le tribunal peut ordonner au demandeur, sur demande du défendeur » sont maladroits et prêtent à confusion. Il conviendrait de remplacer l'article XVII.34/5 en projet, par le texte suivant :

« Dans les cas où les mesures provisoires sont révoquées sur base de l'article XVII.34/4 ou cessent d'être applicables en raison de toute action ou omission du demandeur, ou dans les cas où il est constaté ultérieurement qu'il n'y a pas eu d'atteinte au droit d'auteur, au droit voisin ou au droit du producteur de bases de données invoqué par la partie ayant obtenu ces mesures provisoires, le tribunal peut ordonner à cette partie, à la demande du défendeur originaire ou de tout tiers lésés, de dédommager de manière appropriée le défendeur originaire ou le tiers lésé en réparation de tout dommage causé par les mesures provisoires ».

Article 85

En, ce qui concerne le point de départ du délai dans lequel le demandeur devra introduire une action au fond, le commentaire de l'article précise que

« [...] le point de départ retenu dépend de la question de savoir si le juge a habilité le Service à préciser les modalités d'exécution des mesures provisoires qu'il a ordonnées. Dans l'affirmative, le délai courra à dater de la signification de cette décision du Service à ses destinataires. En l'absence d'habilitation du service, ce sera la signification de l'ordonnance elle-même qui est retenue comme point de départ ».

Or, en précisant dans le dispositif en projet que le délai sera calculé « à compter de la signification de l'ordonnance, le cas échéant accompagnée de la décision du Service visé à l'article XVII.34/3 fixant les modalités d'application des mesures provisoires », le texte ne correspond pas aux intentions de l'auteur de l'avant-projet, outre que l'ordonnance et la décision du Service pourraient faire l'objet de significations distinctes.

Il conviendrait de rédiger l'article XVII.34/4, alinéa 2, *in fine*, en projet comme suit :

« à compter de la signification de l'ordonnance ou de la décision du Service visé à l'article XVII.34/3 fixant les modalités d'application des mesures provisoires ».

Article 88

Contrairement à ce qui est écrit dans le commentaire des articles, l'arrondissement judiciaire de Bruxelles comprend deux tribunaux de l'entreprise, un francophone et un néerlandophone.

L'article 633*quinquies*, § 7, en projet doit être revu en conséquence, de même que le commentaire de l'article 88 de l'avant-projet.

Articles 90 et 91

L'avant-projet donne à l'essentiel de ses dispositions une portée rétroactive à la date du 7 juin 2021¹¹. Cette date correspond à la date limite à laquelle les États membres sont tenus de transposer la directive (UE) n° 2019/790 en vertu de l'article 29, paragraphe 1, de celle-ci.

Comme la Cour constitutionnelle a déjà eu l'occasion de le signaler à de nombreuses reprises,

« La non rétroactivité des lois est une garantie ayant pour but de prévenir l'insécurité juridique. Cette garantie exige que le contenu du droit soit prévisible et accessible, de sorte que chacun puisse prévoir, à un degré raisonnable, les conséquences d'un acte déterminé au moment où cet acte est accompli. La rétroactivité peut uniquement être justifiée lorsqu'elle est indispensable pour réaliser un objectif d'intérêt général. S'il s'avère en outre que la rétroactivité a pour but d'influencer dans un sens déterminé l'issue d'une procédure judiciaire ou d'empêcher les juridictions de se prononcer sur une question de droit, la nature du principe en cause exige que des circonstances exceptionnelles ou des motifs impérieux d'intérêt général justifient l'intervention du législateur, laquelle porte atteinte, au préjudice d'une catégorie de citoyens, aux garanties juridictionnelles offertes à tous »¹².

¹¹ La question se pose par ailleurs pourquoi c'est la date du 6 juin 2019 et non celle du 7 juin 2019 qui est mentionnée à l'article 90, alinéa 2.

¹² Jurisprudence constante de la Cour constitutionnelle : voir, par exemple : C.C., 21 novembre 2013, n° 158/2013, B.24.2 ; 9 octobre 2014, n° 146/2014, B.10.1 ; 28 mai 2015, n° 77/2015, B.4.1 ; 24 mars 2016, n° 48/2016, B.6 ; 6 octobre 2016, n° 126/2016, B.7.3.

La tardiveté de la transposition d'une directive ne peut, en principe, être compensée en fixant l'entrée en vigueur des mesures de transposition avec effet rétroactif à la date limite de la transposition de la directive ¹³, sans préjudice de la responsabilité qu'engagerait ainsi l'État belge au regard de l'article 29, paragraphe 1, de la directive ¹⁴.

Par conséquent, la rétroactivité de l'essentiel des dispositions de l'avant-projet de loi à la date du 7 juin 2021 n'est pas admissible et les articles 90 et 91 de l'avant-projet seront revus en conséquence.

Article 91

Il convient de préciser que les articles XI.167/2 et XI.205/2 qui sont visés par l'article 91, 1° et 2°, de l'avant-projet de loi sont des articles du Code de droit économique.

*

¹³ Voir notamment l'avis n° 43.860/1 donné le 13 décembre 2007 sur un avant-projet devenu la loi du 9 mai 2008 'portant des mesures d'accompagnement en ce qui concerne l'institution d'un groupe spécial de négociation, d'un organe de représentation et de procédures relatives à l'implication des travailleurs au sein de la société coopérative européenne' et l'avis n° 69.273/2 donné le 2 juin 2021 sur un avant-projet de loi 'transposant la Directive (UE) 2019/789 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 établissant des règles sur l'exercice du droit d'auteur et des droits voisins applicables à certaines transmissions en ligne d'organismes de radiodiffusion et retransmissions de programmes de télévision et de radio, et modifiant la directive 93/83/CEE du Conseil', observation formulée sous l'article 20.

¹⁴ En ce sens, l'avis n° 69.273/2 précité, observation formulée sous l'article 20.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Naast de omzettingstabel die aan de afdeling Wetgeving bezorgd is met daarin de overeenstemming tussen de (onderdelen van de) artikelen van de richtlijn en de (onderdelen van de) artikelen van de omzettingstekst, dient eveneens een tabel opgesteld te worden met daarin de overeenstemming tussen de (onderdelen van de) artikelen van de omzettingstekst en de (onderdelen van de) artikelen van de richtlijn, teneinde elk artikel van de omzettingstekst te kunnen lezen in het licht van de vereisten van de richtlijn.¹

2. In tegenstelling tot wat vermeld staat in de aan de afdeling Wetgeving bezorgde concordantietabel, is voor artikel 15, lid 3, van richtlijn (EU) 2019/790² wel een omzetting vereist en wordt het, in de praktijk, omgezet bij de ontworpen artikelen XI.218/1, XI.217 en XI.245/7 van het Wetboek van economisch recht.

Zo ook worden de artikelen 4 en 6 van richtlijn (EU) 2019/790, wat de gegevensbanken betreft, omgezet bij het ontworpen artikel XI.191. Daar dient melding van gemaakt te worden in de concordantietabel.

Bovendien en in tegenstelling tot wat in de omzettingstabel aangegeven is, wordt artikel 7 van richtlijn (EU) 2019/790 omgezet bij het geheel van de bepalingen van het ontwerp waarbij de artikelen van het Wetboek van economisch recht die strekken tot omzetting van de artikelen 3, 5 en 6 de van richtlijn (EU) 2019/790 van dwingend recht verklaard worden en bij het ontworpen artikel XI.291 van het Wetboek van economisch recht.

De omzettingstabel moet aldus herzien worden dat al die gegevens daarin verbeterd worden.

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 191.

² Richtlijn (EU) 2019/790 van het Europees Parlement en de Raad van 17 april 2019 ‘inzake auteursrechten en naburige rechten in de digitale eengemaakte markt en tot wijziging van Richtlijnen 96/9/EG en 2001/29/EG’.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

Artikel 1

Rekening houdend met artikel 82 van het voorontwerp moet eveneens vermeld worden dat deze wet voorziet in de omzetting van richtlijn 2004/48/EG van 29 april 2004 ‘betreffende de handhaving van intellectuele-eigendomsrechten’ (zie inzonderheid de bespreking van die bepaling).

Artikel 2

1. In de bepaling onder 1° dient in de Franse tekst van het ontworpen artikel I.13, 8°, van het Wetboek van economisch recht het opschrift van verordening (EU) 2017/1001 van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2007 ‘inzake het Uniemerk’ verbeterd te worden en dient bijgevolg niet “2017/100” geschreven te worden maar “2017/1001”.

2.1. De definitie in het ontworpen artikel I.13, 12°, van het Wetboek van economisch recht moet herzien worden in het licht van de hiernavolgende opmerkingen 2.2 en 2.3.

2.2. Die definitie bevat immers een machtiging aan de Koning.

Er wordt evenwel afgeraden om in een definitie regelgevende elementen op te nemen, zoals rechten en plichten of een delegatie van bevoegdheid aan de Koning.

Die delegatie moet dan ook een plaats krijgen in een autonoom artikel van het dispositief.³

2.3. Een regelgevende tekst bevat bindende bepalingen die de bestaande rechtsorde wijzigen: hij geeft toestemming, beveelt, verbiedt, verleent rechten en legt verplichtingen op. In een dergelijke regelgevende tekst en in de daarin vervatte definities mogen dan ook geen bepalingen zonder regelgevende strekking opgenomen worden, zoals richtsnoeren voor de interpretatie of aanbevelingen.⁴ Bijgevolg moet de onderstaande passage een plaats krijgen in de bespreking van het artikel:

“De beperkte beschikbaarheid van een werk of prestatie, zoals zijn beschikbaarheid in tweedehandswinkels, of de theoretische mogelijkheid om een licentie te verkrijgen, mag niet worden beschouwd als beschikbaarheid voor het publiek via de gebruikelijke handelskanalen.”

³ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 97.

⁴ *Ibidem*, aanbeveling 83.

Artikel 3

De tekst van het ontworpen artikel XI.164, 10°, van het Wetboek van economisch recht moet aldus gewijzigd worden dat daarin een bepaling onder “10°” vermeld wordt in plaats van een bepaling onder “11°”.

Artikel 8

1. In de bespreking van het artikel staat:

“Deze uitsluiting van het herroepingsrecht [inzake de overgedragen of in exclusieve licentie gegeven rechten] waarin voorzien is in het ontworpen 2°, omvat *twee criteria*, met name enerzijds het relatief belang van een individuele bijdrage en anderzijds de bijdragen en rechtmatige belangen van alle andere auteurs en uitvoerende kunstenaars die worden getroffen door de toepassing van het herroepingsmechanisme en nadeel zouden ondervinden van de uitoefening van dit herroepingsrecht.” (eigen cursivering)

Zoals het ontworpen artikel XI.167/4, vierde lid, 2°, van het Wetboek van economisch recht evenwel gesteld is, wekt het de indruk dat die twee criteria elkaar overlappen. Die bepaling luidt immers als volgt:

“Het eerste tot het derde lid zijn niet van toepassing:

(...)

2° indien het werk of de prestatie een bijdrage omvat van meer dan één auteur of uitvoerende kunstenaar, waarbij de individuele bijdrage van de auteur die het herroepingsrecht wil uitoefenen van relatief belang is, waardoor de bijdragen en de rechtmatige belangen van alle auteurs en uitvoerende kunstenaars die worden getroffen door de toepassing van het herroepingsmechanisme nadeel zouden ondervinden van de uitoefening van dit recht;

(...).”

Het dispositief moet bijgevolg aldus herzien worden dat voor een correcte omzetting van de richtlijn gezorgd wordt.

2. Hoewel het begrip bijdrage “van relatief belang”, dat in het ontworpen artikel XI.167/4, vierde lid, 2°, gebruikt wordt, ook voorkomt in de om te zetten richtlijn, wordt het noch in het voorontwerp, noch in de memorie van toelichting gedefinieerd.

Dat begrip is erg vaag, zeker als het als een volwaardig criterium beschouwd moet worden.

De bespreking van het artikel lijkt in dat verband niet relevant, aangezien daarin voornamelijk uitgelegd wordt dat het audiovisueel werk collectief is en daarin niet aangegeven wordt wanneer een bijdrage van een mederechthebbende van een beschermd recht beschouwd zal worden als meer dan “relatief”.

De afdeling Wetgeving begrijpt dat niet overwogen kan worden om van dat begrip een te precieze definitie te geven. Ter wille van de rechtszekerheid zou het wellicht aanbeveling verdienen in de bespreking van het artikel enkele voorbeelden van relatieve of, omgekeerd, niet-relatieve bijdragen op te nemen.

Artikel 9

In de bespreking van het artikel staat de volgende precisering:

“De Koning zal (...) nagaan of de partijen bij de overeenkomst, met verschillende en soms tegengestelde belangen, paritair of op voet van gelijkheid vertegenwoordigd waren en of de overeenkomst niet indruist tegen de geldende regelgeving. Indien de Koning vaststelt dat de overeenkomst niet voldoet aan deze voorwaarden zal hij de partijen bij de collectieve overeenkomst informeren over de redenen van deze beslissing.”

Het verdient aanbeveling die waarborgen op te nemen in het voorontwerp zelf, ter afbakening van de machtiging die aan de Koning verleend wordt.

Een vergelijkbare opmerking geldt voor artikel 33.

Artikelen 13, 41, 72, en 77

1. Bij het ontworpen artikel XI.190, 20°, van het Wetboek van economisch recht wordt artikel 4, lid 3, van richtlijn (EU) 2019/790 niet getrouw omgezet. Die bepaling luidt immers als volgt:

“De uitzondering of beperking als bedoeld in lid 1 is van toepassing op voorwaarde dat het gebruik van de in dat lid bedoelde werken en andere materialen door de rechthebbenden ervan niet op passende wijze uitdrukkelijk is voorbehouden, *zoals* machinaal leesbare middelen in het geval van online ter beschikking gestelde content.” (eigen cursivering)

Het ontworpen artikel XI.190, 20°, tweede lid, van het Wetboek van economisch recht bepaalt evenwel:

“Bij content die online voor het publiek beschikbaar wordt gesteld, wordt het voorbehoud *enkel* als passend beschouwd indien hierbij machinaal leesbare middelen worden gebruikt.” (eigen cursivering)

Terwijl het geval waarin het voorbehoud geschiedt via machinaal leesbare middelen in de richtlijn beschouwd wordt als een voorbeeld van een passend voorbehoud, wordt daarvan in het voorontwerp het enige geval van passend voorbehoud gemaakt.

Overweging nr. 18, tweede alinea, van de preambule van de richtlijn⁵ is weliswaar in die zin gesteld, maar toch meent de Raad van State dat het dispositief van de richtlijn in aanmerking genomen moet worden in plaats van de overweging waarin daarbij commentaar gegeven wordt.

Het dispositief moet aldus herzien worden dat artikel 4, lid 3, van de richtlijn daarbij correct omgezet wordt.

2. Een vergelijkbare opmerking kan geformuleerd worden met betrekking tot de ontworpen artikelen XI.217, 19°, XI.299, § 5, tweede lid, en XI.310, § 3, 2°, tweede lid, van het Wetboek van economisch recht.

Artikel 13

Het ontworpen artikel XI.190, 21°, *partim*, van het Wetboek van economisch recht bepaalt:

“De organisaties die adequate persoonsgegevens verwerken in het kader van de uitzondering zijn er strikt aan gebonden de beginselen van de Algemene Verordening Gegevensbescherming na te leven wanneer zij een beschermd werk gebruiken dat persoonsgegevens bevat. De autoriteit die verantwoordelijk is voor de gegevensverwerking zorgt ervoor dat uitsluitend de persoonsgegevens die nodig zijn voor het goede verloop van de procedure zullen worden verwerkt. Ook brengt zij de betrokkenen op de juiste wijze op de hoogte van de beoogde gegevensverwerking, de nagestreefde doeleinden, en de verschillende categorieën van gegevens die daarbij zullen worden gebruikt.”

Bij het verwerken van persoonsgegevens krachtens het voorontwerp van wet moet daarentegen noodzakelijkerwijs verordening (EU) 2016/679⁶ nageleefd worden rekening houdend met het toepassingsgebied van die wetgeving.

Bepalingen waarin er alleen aan herinnerd wordt dat een norm met directe werking uit het Europees recht van toepassing is, zijn uit den boze, aangezien zulks verkeerdelijk de indruk wekt dat de overheid die de regels overneemt, bevoegd zou zijn om ze te wijzigen of om het toepassingsgebied ervan te regelen.

⁵ De overweging in de Franse tekst van de richtlijn luidt als volgt:

- “(...) En ce qui concerne les contenus mis à la disposition du public en ligne, la réservation de ces droits ne devrait être jugée appropriée que si elle est effectuée au moyen de procédés lisibles par machine (...).”

De overweging in de Nederlandse tekst van de richtlijn luidt als volgt:

- “(...) Bij content die online voor het publiek beschikbaar is gesteld, moet het voorbehouden van die rechten enkel als passend worden beschouwd indien hierbij machinaal leesbare middelen worden gebruikt (...).”

De overweging in de Engelse tekst van de richtlijn luidt als volgt:

- “(...) In the case of content that has been made publicly available online, it should only be considered appropriate to reserve those rights by the use of machine-readable means (...).”

⁶ Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’.

Net zoals in het ontworpen artikel XI.217, 20°, van het Wetboek van economisch recht, dienen de voornoemde zinnen ook uit de tekst van de ontworpen bepaling onder 21° weggelaten te worden.

Artikelen 19, 46, 66, 73 en 78

1. In de ontworpen artikelen XI.192/2, § 5, XI.218/2, § 4, XI.245/7/5, § 2, en XI.299/1, § 5, van het Wetboek van economisch recht wordt het begrip “culturele erfgoedinstellingen” gebruikt.

In het algemeen kiest de steller van het voorontwerp er evenwel voor om, in tegenstelling tot wat in richtlijn (EU) 2019/790 het geval is, dat begrip niet te gebruiken maar in de plaats daarvan te werken met de definitie die daarvan gegeven wordt in artikel 2, lid 3, van richtlijn (EU) 2019/790, namelijk “een voor het publiek toegankelijke bibliotheek of een voor het publiek toegankelijk museum, een archief of een instelling voor cinematografisch of audio(visueel) erfgoed”.

Ter wille van de samenhang en de rechtszekerheid dienen de woorden “culturele erfgoedinstellingen” dan ook vervangen te worden door de woorden “een voor het publiek toegankelijke bibliotheek of een voor het publiek toegankelijk museum, een archief of een instelling voor cinematografisch of audio(visueel) erfgoed”.

2. Artikel 8, lid 4, van richtlijn 2019/790 luidt als volgt:

“De lidstaten bepalen dat alle rechthebbenden te allen tijde gemakkelijk en effectief hun werken of andere materialen kunnen uitsluiten van het in lid 1 vastgestelde mechanisme voor licentieverlening of van de toepassing van de in lid 2 bepaalde uitzondering of beperking, hetzij in het algemeen, hetzij in specifieke gevallen, inclusief na het sluiten van een licentie of na het begin van het gebruik in kwestie.”

De ontworpen artikelen XI.192/2, § 2, XI.218/2, § 2, XI.245/7/2, XI.299/1, § 2 en XI.310/1, § 2, het van het Wetboek van economisch recht (artikelen 19, 46, 63, 73 en 78 van het voorontwerp), die ertoe strekken die bepaling om te zetten, zijn gesteld naar het voorbeeld van het ontworpen artikel XI.192/2, § 2, met inachtneming van de specifieke zaken die aan het onderwerp van die bepalingen verbonden zijn. Dat ontworpen artikel XI.192/2, § 2, luidt als volgt:

“Een auteur kan overeenkomstig artikel XI.245/7/2 te allen tijde, gemakkelijk en effectief, zijn rechten uitsluiten van de reproductie en mededeling aan het publiek bepaald in de paragraaf 1, hetzij in het algemeen, hetzij in specifieke gevallen, inclusief na het begin van het gebruik in kwestie door een voor het publiek toegankelijke bibliotheek of een voor het publiek toegankelijk museum, een archief of een instelling voor cinematografisch of audio(visueel) erfgoed.”

De overname in die bepalingen van de woorden “gemakkelijk en effectief”, die in de richtlijn staan, volstaat niet om voor een volledige omzetting ervan te zorgen.

Het staat aan de nationale instanties belast met de omzetting van de richtlijn om uitdrukkelijk de voorwaarden te vermelden waarin het voor de betrokkenen “gemakkelijk en effectief” mogelijk zal zijn om de uitsluitingsprocedure op te starten die zij in principe kunnen aanwenden.

Zoals hierboven aangegeven, komt in het ontworpen artikel XI.245/7/2 (artikel 63 van het voorontwerp), een analoge bepaling voor in het eerste lid ervan maar daarop volgt evenwel een tweede lid waarin de Koning ertoe gemachtigd wordt om “nadere regels [te] bepalen inzake de wijze van uitoefening van de uitsluiting bedoeld in het eerste lid”, waardoor het voor Hem mogelijk zal zijn die voorwaarden te formuleren.

De overige ontworpen bepalingen die hierboven opgesomd zijn, bevatten geen dergelijke machtiging.

Ze zouden aangevuld moeten worden, hetzij met een regeling van de “gemakkelijke en effectieve” voorwaarden voor het uitsluiten van de rechten in kwestie, hetzij met een machtiging aan de Koning zoals die vervat is in het ontworpen artikel XI.245/7/2, tweede lid. Als voor de eerste optie gekozen wordt, zou het ontworpen artikel XI.192/2, § 2, op dezelfde wijze aangevuld moeten worden opdat ter zake op een homogene wijze wetgevend opgetreden wordt in lijn met artikel 8, lid 4, van de richtlijn; voorts moet in de Franse tekst van het ontworpen artikel XI.245/7/2, eerste lid, het bijvoeglijk naamwoord “efficace” vervangen worden door het woord “effective”.

Artikelen 20 en 21

De ontworpen artikelen XI.192/3 en XI.193 van het Wetboek van economisch recht vormen onderafdeling 5 van boek XI, titel 5, hoofdstuk 2, afdeling 6, van het Wetboek van economisch recht, waarvan het opschrift luidt “Gemeenschappelijke bepalingen voor de onderafdelingen 1, 2, 3 en 4”.

Bij artikel 18 van het voorontwerp wordt in boek XI, titel 5, hoofdstuk 2, afdeling 6, evenwel een nieuwe onderafdeling 4/1 (“Niet of niet meer in de handel zijnde werken”) ingevoegd en bij artikel 19 van het voorontwerp wordt in die nieuwe onderafdeling 4/1 artikel XI.192/2 van het Wetboek van economisch recht ingevoegd.

Aangezien de ontworpen artikelen XI.192/3 en XI.193 eveneens van toepassing zullen zijn op het ontworpen artikel XI.192/2 van het Wetboek van economisch recht, dient het opschrift van onderafdeling 5 van boek XI, titel 5, hoofdstuk 2, afdeling 6, van het Wetboek van economisch recht aangepast te worden.

Artikel 22

In de Franse tekst moet het woord “combine” vervangen worden door het woord “combien”.

Artikel 28

In de Franse tekst van artikel 28, 3°, van het voorontwerp dient verwezen te worden naar “paragraphe 3” in plaats van naar “paragraphe 1^{er}”.

Artikel 38

1. De mogelijkheid om een beroep te doen op bemiddeling, zoals georganiseerd bij de artikelen 1724 tot 1737 van het Gerechtelijk Wetboek, volgt reeds uit die bepalingen en meer bepaald uit artikel 1724 van dat Wetboek, dat bepaalt:

“Elk al dan niet grensoverschrijdend geschil van vermogensrechtelijke aard, met inbegrip van een geschil waar een publiekrechtelijke rechtspersoon is bij betrokken, kan het voorwerp van een bemiddeling uitmaken. Niet-vermogensrechtelijke geschillen die vatbaar zijn voor dading, evenals de geschillen bedoeld in artikel 572bis, 3°, 4°, 6° tot 10° en 12° tot 15° en de geschillen voortvloeiend uit de feitelijke samenwoning kunnen eveneens het voorwerp van een bemiddeling uitmaken.”

Bijgevolg is de tweede zin van het ontworpen artikel XI.216/2, § 2, van het Wetboek van economisch recht overbodig, zodat die weggelaten moet worden. Als de steller van het voorontwerp die verduidelijking toch nuttig acht, moet hij ze in de bespreking van het artikel opnemen.

Een vergelijkbare opmerking kan gemaakt worden met betrekking tot het ontworpen artikel XI.216/2, § 5, vierde lid, van het Wetboek van economisch recht.

2. Bij de ontworpen paragrafen 2, tweede lid, en 5, vijfde lid, van artikel XI.216/2 van het Wetboek van economisch recht wordt aan een, niet anderszins genoemde, “Commissie”, een bevoegdheid verleend bij het uitblijven van een akkoord tussen, respectievelijk, enerzijds de persuitgever en de dienstverlener van de informatiemaatschappij en anderzijds de persuitgevers en de auteurs van werken die in een perspublicatie opgenomen zijn.

In de ontworpen paragraaf 5, vijfde lid, wordt de samenstelling geregeld van de “Commissie” waarvan in die bepaling sprake is maar in de ontworpen paragraaf 2, tweede lid, wordt op dat punt niets bepaald. Daaruit zou afgeleid kunnen worden dat het, volgens de bedoeling van de steller van het voorontwerp, gaat om dezelfde “Commissie”.

Daarentegen zou het feit dat de eerste van die “Commissies” volgens de bespreking van die bepaling, in tegenstelling tot de tweede, geen finale beslissing kan nemen, de indruk kunnen wekken dat het gaat om twee onderscheiden “Commissies”.

Het dispositief zou op dat punt verduidelijkt moeten worden, ook wat betreft de benaming van die “Commissie” of “Commissies”.

Als het om twee verschillende “Commissies” gaat, moet in het voorontwerp de samenstelling geregeld worden van de commissie waarvan in het ontworpen artikel XI.216/2, § 2, tweede lid, sprake is.

3. De “Commissie” die bij het ontworpen artikel XI.216/2, § 5, vijfde lid, opgericht wordt, wordt belast met het vastleggen van het passend deel van de vergoeding bedoeld in het eerste lid van die paragraaf 5.

Het spreekt vanzelf dat de “Commissie” niet zou kunnen weigeren om over de aan haar voorgelegde vordering tot vaststelling van het deel van de vergoeding uitspraak te doen, omdat anders afbreuk gedaan wordt aan het gelijkheids- en niet-discriminatiebeginsel. De woorden “kan (...) vastleggen” moeten bijgevolg vervangen worden door de woorden “legt (...) vast”.

Het voorontwerp moet regelen welke vergoedingen of bezoldigingen eventueel aan de leden van de voormelde “Commissie” toegekend worden, wat ook zou gelden voor de commissie die bij de ontworpen paragraaf 2, tweede lid, opgericht wordt als het om een andere “Commissie” zou gaan dan de commissie bedoeld in de ontworpen paragraaf 5, vijfde lid.

4. Paragraaf 3 van het ontworpen artikel XI.216/2 voorziet in drie uitzonderingen op de exclusieve rechten van de persuitgever op de reproductie van zijn perspublicatie, zoals gedefinieerd in artikel XI.216/1, § 1, waaruit blijkt dat de “perspublicatie” andere werken dan “literaire werken van journalistieke aard” kan bevatten. Er kan redelijkerwijze van uitgegaan worden dat de “perspublicatie” vaak foto's zal bevatten.

Op grond van de uitzondering op de exclusieve rechten van de persuitgever vermeld in het ontworpen artikel XI.216/2, § 3, 2°, mag gebruikgemaakt worden van “losse woorden” of “zeer korte fragmenten van een perspublicatie”. Het ontworpen artikel XI.190, 1°, maakt het mogelijk om op bepaalde voorwaarden zonder toestemming van de auteur “korte fragmenten uit werken of (...) integrale werken van grafische of beeldende kunst” te citeren.

In overweging 58 van de richtlijn wordt het volgende gesteld:

“Het gebruik van perspublicaties door aanbieders van diensten van de informatiemaatschappij kan bestaan in het gebruik van volledige publicaties of artikelen, maar ook van delen van perspublicaties. Dergelijk gebruik van delen van perspublicaties heeft ook aan economische relevantie gewonnen. Tegelijkertijd is het mogelijk dat het gebruik van afzonderlijke woorden of zeer korte fragmenten van perspublicaties door aanbieders van diensten van de informatiemaatschappij de investeringen van uitgevers van perspublicaties in de productie van content niet ondermijnt. Daarom is het passend te bepalen dat het gebruik van afzonderlijke woorden of zeer korte fragmenten van perspublicaties niet onder het toepassingsgebied van de rechten van deze richtlijn dient te vallen. Aangezien aanbieders van diensten van de informatiemaatschappij massaal perspublicaties aggregeren en gebruiken, is het belangrijk dat de uitsluiting van zeer korte fragmenten zodanig wordt geïnterpreteerd dat de doeltreffendheid van de in deze richtlijn bepaalde rechten niet wordt aangetast.”

In overweging 59 wordt evenwel op het volgende gewezen:

“De bescherming die uit hoofde van deze richtlijn aan uitgevers van perspublicaties wordt verleend, mag geen afbreuk doen aan de rechten van auteurs en andere rechthebbenden op de daarin opgenomen werken en andere materialen, ook wat betreft de reikwijdte waarin auteurs en andere rechthebbenden hun werken of andere

materialen onafhankelijk van de perspublicatie waarvan deze deel uitmaken, kunnen exploiteren.”

Aangezien de dienstverleners van de informatiemaatschappij in de praktijk in het kader van hun gebruik van “zeer korte fragmenten” vaak de aan het persartikel gekoppelde foto mee overnemen, rijst de vraag of het “zeer kort fragment” dat in afwijking van de rechten van de persuitgever gereproduceerd mag worden, de mogelijkheid omvat van de integrale reproductie van de foto die ter illustratie van de “perspublicatie” gebruikt wordt.

Ter wille van de rechtszekerheid moet die kwestie in het dispositief geregeld worden.

Artikel 45

Onderafdeling 4/1 die bij het voorontwerp ingevoegd wordt in boek XI, titel 5, hoofdstuk 3, afdeling 7, van het Wetboek van economisch recht, bevat niet artikel XI.218/1 maar wel artikel XI.218/2.

De Franse tekst van artikel 45 van het voorontwerp moet dienovereenkomstig gecorrigeerd worden.

Artikel 57

1. In het ontworpen artikel XI.228/8, § 2, van het Wetboek van economisch recht impliceert het gebruik van het woord “niettegenstaande” dat de verplichting van goede trouw die aan de gebruikers en aan de rechthebbenden opgelegd wordt, afbreuk zou kunnen doen aan het vrijwillige karakter van de bemiddeling.

Dat kan niet aanvaard worden in het licht van de *ratio legis* van de buitengerechtelijke bemiddeling in de zin van de artikelen 1724 tot 1729 van het Gerechtelijk Wetboek.

Het woord “Niettegenstaande” moet vervangen worden door het woord “Onverminderd” ofwel moeten de woorden “Niettegenstaande het vrijwillige karakter van de bemiddeling” weggelaten worden, in welk geval paragraaf 2 als volgt zou luiden: “De verleners van onlinediensten voor het delen van content, ... (voorts zoals in het voorontwerp)”.

2. Het feit dat aan de bemiddelaar de verplichting opgelegd wordt om een verdeling van zijn honorarium onder de partijen voor te stellen, waarbij rekening gehouden wordt met alle relevante elementen van de desbetreffende zaak, en met name met “de relatieve gegrondheid van de argumenten van de partijen bij het geschil, het gedrag van de partijen, alsmede de grootte en de financiële draagkracht van de partijen in verhouding tot elkaar”, doet afbreuk aan de neutraliteit van de bemiddelaar (zie artikel 1726, § 1, 3°, van het Gerechtelijk Wetboek) en kan dan ook niet aanvaard worden.

Het ontworpen artikel XI.228/8, § 3, van het Wetboek van economisch recht moet grondig herzien worden.

Artikel 68

Het ontworpen artikel XI.291, § 2, eerste lid, strekt ertoe artikel 7 van richtlijn (EU) 2019/790 om te zetten voor zover daarin vereist wordt dat de lidstaten op de artikelen 3 tot en met 6 van de voormelde richtlijn artikel 6, lid 4, eerste, derde en vijfde alinea, van richtlijn 2001/29/EG toepassen.

Artikel XI.191/2, § 1, van het Wetboek van economisch recht wordt bij artikel 16 van het voorontwerp aldus gewijzigd dat er onder andere een bepaling onder 3° en een bepaling onder 4° ingevoegd worden om ervoor te zorgen dat de artikelen 3 en 5 van richtlijn (EU) 2019/790 omgezet worden.

Bijgevolg moet in het ontworpen artikel XI.291, § 2, eerste lid, van het Wetboek van economisch recht eveneens verwezen worden naar artikel XI.191/2, § 1, 3° en 4°, van het Wetboek van economisch recht teneinde ervoor te zorgen dat artikel 7 van richtlijn (EU) 2019/790 correct omgezet wordt.

Artikel 78

Wat de nummering van de nieuw voorgestelde bepaling betreft, dienen de woorden “XI.310” vervangen te worden door de woorden “XI.310/1”.

Artikel 80

Artikel XI.191/2, § 1, van het Wetboek van economisch recht wordt bij artikel 16 van het voorontwerp aldus gewijzigd dat er onder andere een bepaling onder 3° en een bepaling onder 4° ingevoegd worden om ervoor te zorgen dat de artikelen 3 en 5 van richtlijn (EU) 2019/790 omgezet worden.

Bijgevolg moet in het ontworpen artikel XI.336 van het Wetboek van economisch recht, gelet op de *ratio legis* ervan, eveneens verwezen worden naar artikel XI.191/2, § 1, 3° en 4°, van het Wetboek van economisch recht.

Artikel 82

1. Artikel 82 strekt ertoe in het Wetboek van economisch recht een nieuw artikel XVII.34/1 in te voegen teneinde de voorzitter van de ondernemingsrechtbank te Brussel ertoe te machtigen een “beschikking in kort geding” te verlenen tot stopzetting van de vermeende inbreuken op het auteursrecht, op een naburig recht of op het recht van een producent van databanken die op het internet plaatsvinden. In paragraaf 1 van het ontworpen artikel XVII.34/1

van het wetboek wordt gepreciseerd dat die beschikking verleend kan worden “ten aanzien van de vermeende inbreukmaker, alsook ten aanzien van elke tussenpersoon wiens diensten worden gebruikt”.

In de ontworpen tekst wordt meermaals gepreciseerd dat het overeenkomstig de bevoegdheid van de rechter zetelend in kort geding louter om voorlopige maatregelen gaat.

In de derde paragraaf van het ontworpen artikel XVII.34/1 wordt gepreciseerd dat de vordering bedoeld in paragraaf 1 “op eenzijdig verzoekschrift [kan] worden ingesteld”.

Bij het lezen zowel van het volledige dispositief als van de bespreking van het artikel merkt de afdeling Wetgeving op dat er onduidelijkheid bestaat over de vraag of de aldus beoogde vordering de vorm kan aannemen van een kort geding op tegenspraak, dan wel of louter een vordering op eenzijdig verzoekschrift beoogd wordt.

Zo:

– wordt in de voormelde paragraaf 3 weliswaar bepaald dat de vordering op eenzijdig verzoekschrift ingesteld “kan” worden, wat de indruk wekt dat voor het inleiden van een kort geding op tegenspraak het gebruik van een dagvaarding niet uitgesloten is, maar wordt in de bespreking van het artikel echter gepreciseerd dat “[d]e door artikel XVII.34/1 ingevoerde vordering (...) een rechtspleging in kortgeding [op eenzijdig verzoekschrift is]”; in de bespreking wordt voorts gewag gemaakt van een “nieuwe vordering in kortgeding op eenzijdig verzoekschrift”, van “de nieuwe procedure in kortgeding op eenzijdig verzoekschrift”, van “de eenzijdige vordering tot stopzetting van online inbreuken op het auteursrecht en op naburige rechten” en van “een vordering die systematisch kan worden ingesteld op eenzijdig verzoekschrift”, met de precisering dat “het gebruik van de in artikel XVII.34/1 bedoelde vordering facultatief is voor de betrokken rechthebbenden, en hen de mogelijkheid laat om [,indien zij daaraan de voorkeur geven,] gebruik te maken van de ‘gewone’ vordering in kortgeding” of van “een klassieke vordering in kortgeding”, waarmee blijkbaar verwezen wordt naar de kortgedingprocedure op tegenspraak;⁷

– wordt het derdenverzet in het ontworpen artikel XVII.34/2, § 1, dat ingevoegd wordt bij artikel 83 van het voorontwerp, alleen vermeld als wijze ter betwisting van de met toepassing van artikel XVII.34/1 verleende beschikking;

– wordt die nieuwe vordering “in kortgeding” in de bespreking van het artikel meermaals vergeleken met het beslag inzake namaak, bedoeld in de artikelen 1369bis/1 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek, wat een procedure is die uitsluitend op eenzijdig verzoekschrift ingeleid wordt;

⁷ De bespreking van artikel 88 van het ontwerp maakt *a contrario* gewag van de “gewone” procedure in kortgeding, “al dan niet op eenzijdig verzoekschrift”.

– wordt, *a contrario*, in de bespreking van het artikel soms gewag gemaakt van “[d]e vordering in kortgeding zoals ingevoegd door artikel XVII.34/1”, zonder de nadruk te leggen op het feit dat die vordering mogelijk uitsluitend op eenzijdig verzoekschrift ingesteld kan worden;

– wordt, wat nog belangrijker is, in de nieuwe paragraaf 3 die bij artikel 87 van het voorontwerp in artikel 589bis van het Gerechtelijk Wetboek ingevoegd wordt, bepaald dat de voorzitter van de ondernemingsrechtbank, “in voorkomend geval op verzoekschrift”, geadieerd zal worden, waardoor het overduidelijk is dat hij ook bij dagvaarding op tegenspraak geadieerd kan worden;

– wordt er, nog steeds in de bespreking van het artikel, ook nog op gewezen dat “de gewone regels van de procedure in kortgeding (art. 584 en art. 1035-1041 Ger.W.) en desgevallend van de procedure op eenzijdig verzoekschrift (art. 1025 tot 1034 Ger.W.) volledig van toepassing [zijn]” en dat, “wanneer de procedure wordt ingesteld op verzoekschrift, wat doorgaans het geval zal zijn, (...) het verzoek enkel [kan] worden ingediend door een advocaat”;

– wordt in de bespreking van de artikelen 87 en 88 van het voorontwerp bovendien gewag gemaakt van “de afwezigheid van een formele verweerder bij de vordering, wanneer zij op eenzijdig verzoekschrift verloopt”.

Ter wille van de rechtszekerheid en teneinde elke mogelijke betwisting in het kader van die toekomstige geschillenbeslechting te voorkomen, moet de steller van het ontwerp duidelijk te kennen geven wat zijn bedoeling is met betrekking tot de vraag of de nieuwe procedure die bij het ontworpen artikel XVII.34/1 van het Wetboek van economisch recht ingevoerd wordt, uitsluitend dan wel mogelijkserwijs op eenzijdig verzoekschrift ingeleid kan worden.

Het is de afdeling Wetgeving van de Raad van State *a priori* niet duidelijk om welke reden die procedure alleen de vorm van een eenzijdige vordering zou kunnen aannemen.

Indien, zoals redelijk lijkt, de potentiële eiser de keuze krijgt tussen een vordering in kort geding op tegenspraak (ingesteld bij dagvaarding) of een eenzijdige vordering (ingesteld bij verzoekschrift), moet de steller van het ontwerp erop toezien dat het dispositief van de artikelen 82 tot 88 van het ontwerp aldus aangepast wordt dat die artikelen perfect aansluiten bij die keuze.

Zo bijvoorbeeld:

– zou de verplichting die aan de voorzitter opgelegd wordt om “binnen de kortst mogelijke termijn” over de vordering uitspraak te doen niet alleen mogen gelden voor het geval waarin de vordering op eenzijdig verzoekschrift ingesteld wordt, gelet op het feit dat het net wegens de vereisten van het debat op tegenspraak hoe dan ook meer tijd zal vergen om een beschikking op tegenspraak te verlenen dan om een eenzijdige beslissing uit te spreken;

– moet het ontworpen artikel XVII.34/2, § 1, als volgt gewijzigd worden:

“Wanneer de beschikking verleend met toepassing van artikel XVII.34/1 op eenzijdig verzoekschrift verleend is, kan ze (voorts zoals in het voorontwerp).”

De bespreking van die bepalingen zal eveneens herzien moeten worden teneinde alle dubbelzinnige uitdrukkingen te schrappen met betrekking tot de procedure op tegenspraak of de procedure op eenzijdig verzoekschrift, zoals de uitdrukkingen waarop hiervoor de aandacht gevestigd is.

2. In de bespreking van het artikel wordt het volgende gesteld:

“Rechten waarvan de overtreding aanleiding kan geven tot een vordering in kortgeding uit hoofde van het nieuwe artikel XVII.34/1 zijn het auteursrecht en de naburige rechten van het auteursrecht, zoals bedoeld in titel 5 van boek XI van het Wetboek van economisch recht. Het betreft eveneens het auteursrecht op computerprogramma's bedoeld in titel 6 en het recht van een producent van databanken bedoeld in titel 7 van boek XI van het Wetboek van economisch recht.”

In het ontworpen artikel XVII.34/1, § 1, van het Wetboek van economisch recht wordt “het auteursrecht op computerprogramma's” evenwel niet vermeld.

De steller van het voorontwerp dient na te gaan of het dispositief niet aangevuld moet worden.

3. De steller van het voorontwerp moet in het licht van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet kunnen verantwoorden waarom ook de daartoe gemachtigde collectieve beheersorganisaties op basis van het ontworpen artikel XVII.34/1, § 2, van het Wetboek van economisch recht over een vorderingsrecht beschikken, terwijl die organisaties in artikel XVII.19 van het Wetboek van economisch recht, dat betrekking heeft op de regeling van een vordering tot staking van elke inbreuk op een intellectueel eigendomsrecht, met uitzondering van het octrooirecht, niet vermeld worden onder de personen die een dergelijke vordering mogen instellen.

4. Uit de bespreking van het ontworpen artikel XVII.34/1 blijkt dat die bepaling gelezen moet worden in het licht van artikel 9, lid 4, van richtlijn 2004/48/EG van 29 april 2004 ‘betreffende de handhaving van intellectuele-eigendomsrechten’, dat als volgt luidt:

“De lidstaten dragen er zorg voor dat de in de leden 1 en 2 bedoelde maatregelen in passende gevallen kunnen worden genomen zonder dat de wederpartij is gehoord, met name indien uitstel onherstelbare schade voor de rechthebbende zou veroorzaken. (...)”

In de bespreking van het artikel wordt het volgende gesteld:

“(...) tenzij er uitdrukkelijk van afgeweken wordt, [zijn] alle regels die toepasselijk zijn op de procedure in kortgeding ook van toepassing (...) op de nieuwe vordering die het voorwerp uitmaakt van deze bepaling. Het is bijgevolg niet noodzakelijk om deze regels te herhalen in artikel XVII.34/1.”

Het ontworpen artikel XVII.34/1, § 4, van het Wetboek van economisch recht heeft alleen betrekking op de grondvoorwaarden die het mogelijk maken om voorlopige maatregelen te bevelen na het invoeren van deze nieuwe kortgedingprocedure.

Zoals de ontworpen tekst gesteld is, wijkt hij dus niet af van artikel 584, eerste en vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek wat betreft de ontvankelijkheidsvoorwaarden van de vordering (spoedeisendheid of volstreckte noodzakelijkheid).

Haaks op die vaststelling staat evenwel de bespreking van het ontworpen artikel XVII.34/1 van het Wetboek van economisch recht, waarin ervan uitgegaan wordt dat die vordering in kort geding

“door de kortgedingrechter [zal kunnen] worden toegewezen zonder enige discussie over voorwaarden van spoedeisendheid of absolute noodzakelijkheid zoals bedoeld in artikel 584 van het Gerechtelijk Wetboek. Deze klassieke voorwaarden worden in zekere zin vervangen door drie specifieke voorwaarden – de schijn van rechten van de eiser, de schijnbaar duidelijke en aanzienlijke aard van de inbreuk die plaatsvindt op het internet en het evenwicht van de aanwezige belangen – gebaseerd op de voorwaarden als bedoeld in het raam van de procedure van beslag inzake namaak.”

Bijgevolg moet het ontworpen dispositief aldus aangevuld worden dat het beantwoordt aan het doel dat door de steller van het ontwerp nagestreefd wordt. Om die reden zou aan paragraaf 4 van het ontworpen artikel XVII.34/1 een als volgt luidend derde lid toegevoegd kunnen worden:

“Voor de vorderingen die op eenzijdig verzoekschrift ingesteld worden, geldt een vermoeden van spoedeisendheid als bedoeld in artikel 584, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek of van volstreckte noodzakelijkheid als bedoeld in artikel 584, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek.”

5. Op grond van het wettelijk vermoeden van spoedeisendheid of van absolute noodzakelijkheid moet bepaald worden dat de voorzitter er in alle gevallen voor moet zorgen dat hij binnen de kortst mogelijke termijn uitspraak doet.

Het huidige tweede lid van paragraaf 3 van het ontworpen artikel XVII.34/1 zou een andere paragraaf dan paragraaf 3 moeten worden die als volgt moet luiden:

“Behoudens in bijzondere omstandigheden doet de voorzitter uitspraak binnen de kortst mogelijke termijn, te rekenen van de inschrijving van de vordering op de rol. Deze termijn bedraagt ten hoogste acht werkdagen te rekenen vanaf de inschrijving van de vordering op de rol.”

Paragraaf 3 van het ontworpen artikel XVII.34/1 voorziet louter bij wijze van voorbeeld in een termijn van “8 werkdagen”. Het is weinig waarschijnlijk dat die termijn in de praktijk in acht genomen zal kunnen worden, wanneer de voorzitter, overeenkomstig hetgeen in het derde lid van die paragraaf bepaald wordt, beslist om “de vermeende inbreukmaker of elke door [de gevorderde] maatregelen betrokken persoon [te] horen” alvorens over de vordering uitspraak te doen.⁸

6. De tekst zou aan duidelijkheid winnen als daarin vermeld zou worden dat, ook al gaat het om een procedure op tegenspraak, de voorzitter het recht heeft om een derde op te roepen, aangezien het perfect denkbaar is dat de eiser in een kort geding op tegenspraak niet alle personen gedagvaard zal hebben die mogelijk door de gevorderde maatregelen geraakt worden.

Het huidige derde lid van paragraaf 3 van het ontworpen artikel XVII.34/1 zou een andere paragraaf dan de ontworpen paragraaf 3 moeten worden en het woord “verzoeker” zou daarin vervangen moeten worden door het woord “eiser”.

7. De oproeping bij gerechtsbrief van de persoon of de personen die de voorzitter wenst te horen, lijkt niet echt verenigbaar met het vereiste om de vordering “binnen de kortst mogelijke termijn” te behandelen. Indien het gebruik van een gerechtsbrief gehandhaafd zou worden, dient hoe dan ook uitdrukkelijk melding gemaakt te worden van de “termijn van verschijning” tussen de kennisgeving van de gerechtsbrief en de datum van de oproeping voor de raadkamer.

De afdeling Wetgeving vraagt zich af of het, gelet op de *ratio legis* van de nieuwe procedure die bij de ontworpen bepaling ingevoerd wordt,⁹ niet realistischer zou zijn om andere, minder formele oproepingswijzen te overwegen, uitgaand van wat in de ontworpen tekst bepaald wordt met betrekking tot de oproeping van de “verzoekende” partij.¹⁰ Die toegeving op het vlak van het procedureel formalisme kan evenwel slechts overwogen worden op voorwaarde dat de procedurele status van de aldus opgeroepen partijen uitdrukkelijk geregeld wordt. Er kan niet van uitgegaan worden dat de partijen die aldus opgeroepen worden om door de voorzitter in raadkamer gehoord te worden daardoor “partijen in het geding” of zelfs “tussenkomen partijen” worden. Die precisering zou uitdrukkelijk in het dispositief opgenomen moeten worden.

⁸ In dat opzicht dienen in het ontworpen artikel XVII.34/1, § 3, derde lid, de woorden “kan, alvorens voorlopige maatregelen toe te kennen” vervangen te worden door de woorden “kan, alvorens uitspraak te doen over de vordering tot voorlopige maatregelen” om te voorkomen dat de indruk ontstaat dat de voorzitter de gevorderde maatregelen hoe dan ook zal toekennen.

⁹ Onder meer het feit dat, zoals in de bespreking van het artikel benadrukt wordt, “[het m]et het oog op doeltreffendheid en snelheid, (...) niet vereist [is] om de vordering eerst tegen de primaire namaker te richten of om de onmogelijkheid om tegen hem op te treden aan te tonen” en dat “dit wetsontwerp ertoe [strekt] een *flexibel* systeem in te voeren om doeltreffende maatregelen te nemen tegen het illegaal downloaden en de massale inbreuken op het auteursrecht op het internet.” (eigen cursivering)

¹⁰ In dat opzicht zou de laatste zin van het ontworpen artikel XVII.34/1, § 3, derde lid, als volgt gesteld moeten worden:

“De eiser, of zijn raadsman, wordt opgeroepen bij gewone brief of per elektronische zending.”

Bovendien zou de steller van het ontwerp, om te voorkomen dat een geschil zou ontstaan in dat verband, moeten aangeven wat de procedurele gevolgen zijn van een dergelijke hoorzitting, inzonderheid door aan de partijen bij de zaak uitdrukkelijk het recht te verlenen om te concluderen na kennis genomen te hebben van de hoorzitting waar de door de rechter opgeroepen partij of partijen gehoord zijn.

8. Het verdient aanbeveling om de bepaling vervat in paragraaf 7, derde lid, van het ontworpen artikel XVII.34/1, luidens welke de eventuele dwangsommen waarvan de door de rechter bevolen voorlopige maatregelen vergezeld zouden gaan, eveneens zouden gelden voor de nadere toepassingsregels van die maatregelen die gepreciseerd worden door de in het ontworpen artikel XVII.34/3 bedoelde Dienst, verder uit te werken zodat in het dispositief duidelijk uiteengezet wordt vanaf welk ogenblik de dwangsommen verschuldigd zullen zijn wanneer de voornoemde Dienst de nadere toepassingsregels van de door de voorzitter van de rechtbank bevolen maatregelen preciseert.

9. Het verdient eveneens aanbeveling om er uitdrukkelijk in te voorzien dat de kennisgeving van de beschikking, zoals bedoeld in paragraaf 8 van het ontworpen artikel XVII.34/1, gedaan zal worden aan de partij of de partijen die door de voorzitter opgeroepen worden om gehoord te worden in de raadkamer.

Wat de nadere regels betreft voor de kennisgeving van de beschikking dient de steller van het voorontwerp zich te baseren op de tekst van artikel 792, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, dat luidt:

“Binnen vijf dagen te rekenen van de uitspraak van de beslissing geeft de griffier, zowel in burgerlijke als in strafzaken, kennis van een niet ondertekend afschrift van de beslissing aan elke partij of, in voorkomend geval, aan hun advocaten. Die kennisgeving doet de termijn om een rechtsmiddel aan te wenden niet lopen. Zij gebeurt op elektronische wijze aan het professioneel elektronisch adres van de advocaat of, indien het een partij betreft die zonder advocaat is verschenen, aan het gerechtelijk elektronisch adres van die partij, of, bij gebreke daaraan, aan het laatst elektronisch adres dat die partij heeft verstrekt in het kader van de rechtspleging. Indien bij de griffier geen elektronisch adres gekend is, of indien de kennisgeving aan het elektronisch adres kennelijk niet is geslaagd, gebeurt de kennisgeving bij gewone brief.”

De term “eiser” zou bovendien vervangen dienen te worden door de term “aanvrager”.

10. Bij paragraaf 9 van het ontworpen artikel XVII.34/1 wordt de voorzitter gemachtigd om “de publicatie van de beschikking, van een samenvatting ervan of van een bericht op het internet” te bevelen.

In de bespreking van die bepaling staat daarover het volgende:

“Onder bericht wordt verstaan een informatieve mededeling voor de internetgebruikers over de negatieve gevolgen van de inbreuk op de rechten op het internet, alsook een verwijzing naar het wettige aanbod op het internet.

Aangezien een bericht met een geharmoniseerde inhoud, dat zou kunnen verschijnen telkens wanneer een internetgebruiker toegang probeert te krijgen tot de pagina van een geblokkeerde site, een veel educatiever effect zal hebben dan enkele sporadische berichten die naargelang het geval door de rechter worden opgesteld, wordt voorgesteld dat het bericht minstens volgende formule zou bevatten: ‘De op deze pagina gehoste inhoud is ontoegankelijk gemaakt naar aanleiding van een gerechtelijke uitspraak waarbij vastgesteld werd dat de inhoud inbreuk pleegt op door de Belgische wet beschermde auteursrechten en/of naburige rechten. Een lijst van sites die inhoud aanbieden die op geoorloofde wijze kan worden gedownload, vind je [HIER](#) (link naar pagina FOD Economie)’.”

De standaardtekst van het aldus voorgestelde bericht is niet verenigbaar met de voorlopige aard van de bevolen maatregelen, in de zin waaraan overigens herinnerd wordt in de bespreking van het artikel, te weten dat de bevolen maatregelen geen gezag van gewijsde hebben. De rechter in kort geding mag immers niet vaststellen dat de inhoud van een website “inbreuk pleegt op (...) beschermde auteursrechten” aangezien hij alleen uitspraak doet op basis van wat ogenschijnlijk is.

De vergelijking, in de bespreking van het artikel, met het aanplakken van de beslissing van de rechter op het gebied van de vordering tot staking is niet relevant aangezien de rechter bevoegd inzake vorderingen tot staking in tegenstelling tot de rechter in kort geding uitspraak doet zoals in kort geding ten gronde en niet bij voorraad.

Artikelen 83 en 84

De steller van het voorontwerp moet, ten aanzien van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, kunnen verantwoorden dat aan de openbare instellingen die dezelfde doelstellingen nastreven als een rechtspersoon zoals bedoeld in artikel 17, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, alleen een vorderingsrecht verleend wordt in het raam van het ontworpen artikel XVII.34/2, § 2, van het Wetboek van economisch recht en niet in het raam van de ontworpen artikelen XVII.34/2, § 1, en XVII.34/3, § 2, zevende lid, van het Wetboek van economisch recht.

Artikel 83

De precisering, in de ontworpen paragraaf 1, dat tegen de beschikking, wanneer ze genomen is op eenzijdig verzoekschrift, derdenverzet ingesteld kan worden, is slechts een bevestiging van het gemeenrecht en lijkt dus nutteloos.

Ze moet weggelaten worden.

Artikel 84

1. Uit artikel 37 van de Grondwet volgt dat het aan de Koning staat om de werking en de organisatie te regelen van de diensten die afhangen van de uitvoerende macht.

Het is bijgevolg niet aan de wetgever om zelf de Dienst voor de strijd tegen inbreuken op het auteursrecht en de naburige rechten op het internet aan te wijzen. Hij moet er zich dus toe beperken de Koning te belasten met of te machtigen tot de uitvoering van die taak dan wel die taak te laten uitvoeren door de diensten van de federale uitvoerende macht die de Koning aanwijst.

De aard van die diensten en van de opdrachten die ze uitvoeren, alsook de wijze waarop die diensten hun opdrachten uitoefenen, kunnen daarentegen gepreciseerd worden in het voorontwerp zelf, naargelang van de wetgeving waarop hun bevoegdheid betrekking heeft.

2. De tweede zin van het ontworpen artikel XVII.34/3, § 2, eerste lid, van het Wetboek van economisch recht overlapt die van artikel XVII.34/1, § 7, in zoverre daarin bepaald wordt dat de Dienst de voorlopige maatregelen niet mag uitbreiden, beperken of wijzigen.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel XVII.34/3, § 2, vierde lid, van het Wetboek van economisch recht, dat een gedeeltelijke weergave is van het derde lid van die bepaling.

Het ontworpen artikel XVII.34/3, § 2, moet herzien worden in het licht van die opmerking.

3. Het zevende en laatste lid van het ontworpen artikel XVII.34/3, § 2, bepaalt dat elke belanghebbende, alsook elke rechtspersoon zoals bedoeld in artikel 17, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, de met toepassing van het eerste tot het vijfde lid genomen beslissing van de Dienst kan betwisten. Er wordt gepreciseerd dat de betwisting voor de rechter wordt gebracht die de beschikking die de voorlopige maatregelen omvat, heeft uitgevaardigd, en waarvan de Dienst de nadere toepassingsregels heeft gepreciseerd of aangepast.

In de bespreking van die bepaling staat:

“Een dergelijke betwisting leidt er geenszins toe dat de Dienst partij wordt in het geding waarin het stakingsbevel zich situeert.”

Die precisering lijkt evenwel niet te stroken met het ontworpen dispositief, waarin nog bepaald wordt dat betwisting ingeleid zal worden “via dagvaarding van de Dienst en van de rechthebbende die de oorspronkelijke vordering had ingesteld”. Door de dagvaarding van de Dienst om te verschijnen voor de voorzitter die de initiële beslissing genomen heeft, wordt de Dienst *de facto* partij bij die procedure.

Doordat de Dienst geen eigen rechtspersoonlijkheid heeft, aangezien hij een interne dienst is van de FOD Economie, kan hij bovendien niet gedagvaard worden.

De ontworpen bepaling moet aldus herzien worden dat die euvels weggewerkt worden.

4. In de bespreking van artikel 84 van het voorontwerp, in de onderafdeling “1. Bepalen van nadere toepassingsregels door de Dienst”, staat het volgende:

“Beroepen tegen beslissingen van de Dienst behoren tot de uitsluitende bevoegdheid van de burgerlijke rechtbanken. Er kan geen administratief beroep worden aangetekend tegen de beslissingen van Dienst, inbegrepen de beslissing om al dan niet in te gaan op een verzoek tot herziening, bij de Raad van State.”

Het samenbrengen in de gewone rechtbanken van “beroepen tegen beslissingen van de Dienst” wanneer die verband houden met de tenuitvoerlegging van de voorlopige maatregelen die bevolen zijn door de voorzitter van de ondernemingsrechtbank met toepassing van het ontworpen artikel XVII.34/1 (artikel 82 van het voorontwerp), door daartoe de bevoegdheid van de Raad van State om er kennis van te nemen ter zijde te schuiven, levert geen juridische moeilijkheden op in de onderzochte context.

De vraag rijst evenwel of het eveneens de bedoeling is om de bevoegdheid van Raad van State ter zijde te schuiven wanneer de Dienst, zoals dat het geval is in het ontworpen artikel XVII.34/3, § 7, niet optreedt in het kader van de vaststelling van de nadere toepassingsregels van de voorlopige maatregelen die bevolen worden overeenkomstig het ontworpen artikel XVII.34/1. Zo wordt de Dienst, met toepassing van het ontworpen artikel XVII.34/3, § 7, als hij dat wenst, ermee belast “een indicatieve lijst op te stellen van websites die beschermde werken en prestaties op geoorloofde wijze ter beschikking van het publiek stellen”.

Het zou *a priori* niet uitgesloten kunnen worden dat de verantwoordelijken van dergelijke websites, die eventueel niet vermeld zouden worden op een door de Dienst gepubliceerde lijst, vragen om op die lijst opgenomen te worden en dat het uitblijven van een antwoord van de Dienst na ingebrekestelling of de beslissing van de Dienst met betrekking tot dat verzoek, aanleiding geeft tot een geschil dat, zonder uitdrukkelijke tussenkomst in omgekeerde zin van de wetgever, valt onder de bevoegdheid van de Raad van State met toepassing van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973.

Enkel een uitdrukkelijke toewijzing van dat geschil aan de gewone rechtbanken zou de Raad van State onbevoegd kunnen maken om kennis te nemen van dat geschil.

Dat is niet het geval in het dispositief van het voorontwerp. Het verdient aanbeveling de bevestiging daarvan op te nemen in de bespreking.

5. Het ontworpen artikel XVII.34/3, § 9, derde lid, bepaalt dat de overeenkomsten die de Dienst mogelijk zou kunnen sluiten of mee heeft helpen sluiten, “bij koninklijk besluit bindend [kunnen] worden gemaakt ten aanzien van derden”.

Het ontworpen vierde lid luidt als volgt:

“De minister kan weigeren om aan de Koning voor te stellen om een overeenkomst bindend te maken omdat ze bepalingen bevat die duidelijk onwettig zijn of in strijd zijn met het algemeen belang. Hij deelt de redenen hiervoor mee aan de Dienst en de deelnemende partijen.”

Zoals dat vierde lid gesteld is, is het ongelukkig geconcipieerd aangezien het, letterlijk genomen, de indruk wekt dat alleen in het geval dat een overeenkomst “duidelijk” onwettig is de minister zou kunnen weigeren om aan de Koning voor te stellen ze bindend te maken en niet in het geval dat de overeenkomst in kwestie “eenvoudigweg” onwettig is.

Bovendien vloeit het vierde lid voort uit een bijzondere opvatting volgens welke de minister zich zou moeten verantwoorden ten aanzien van een dienst van een FOD en, in ondergeschikte orde, tegenover de deelnemende partijen wanneer hij, in het kader van zijn ministeriële verantwoordelijkheid, beslist om niet aan de Koning voor te stellen een koninklijk besluit vast te stellen, welke vaststelling hem door de Dienst wordt geopperd. In dat opzicht kan de onafhankelijkheid en de onpartijdigheid die bij de ontworpen paragraaf 11 van hetzelfde artikel gegarandeerd wordt in hoofde van de leden van de Dienst “in de uitoefening van hun taken”, niet zo ver reiken dat de wetgever daarbij gemachtigd wordt om de volle bevoegdheid waarover een minister, die onder zijn politieke verantwoordelijkheid handelt, beschikt om een besluit al dan niet ter ondertekening aan de Koning voor te leggen, ter zijde te schuiven.

Bijgevolg moet het vierde lid, dat een inmenging vormt in de interne organisatie van de uitvoerende macht in zoverre daarbij ingegrepen wordt in de bestaande verhoudingen tussen een gecentraliseerde dienst van de Staat, een minister die er verantwoordelijk voor is en de Koning, weggelaten worden.

Artikelen 85 en 86

1. Krachtens artikel 85 voorziet het ontworpen artikel XVII.34/4 van het Wetboek van economisch recht in de herroeping van de voorlopige maatregelen indien de eiser geen procedure ten gronde heeft ingesteld binnen een redelijke termijn. Die herroeping is niet automatisch: ze moet geschieden op verzoek van elk persoon aan wie de beschikking werd betekend ter uitvoering.

In de tekst wordt niet gepreciseerd bij welke rechtbank dat verzoek tot herroeping ingediend moet worden.

Krachtens artikel 86 voorziet het ontworpen artikel XVII.34/5 er met name in dat in geval van herroeping “de rechtbank, [de eiser] op verzoek van de verweerder”, kan gelasten de verweerder of derde benadeelde schadeloos te stellen voor de door deze maatregelen toegebrachte schade.

Het verdient aanbeveling die bepalingen op elkaar af te stemmen door daarin te preciseren welke “rechtbank” bevoegd is om kennis te nemen van de herroeping en van het verzoek tot schadeloosstelling en erin te voorzien dat dezelfde rechtbank bevoegd is voor die twee verzoeken.

2. De woorden “kan de rechtbank, op verzoek van de verweerder (...), de eiser gelasten” zijn ongelukkig gekozen en geven aanleiding tot verwarring. Het verdient aanbeveling het ontworpen artikel XVII.34/5 te vervangen door de volgende tekst:

“Indien de voorlopige maatregelen worden herroepen op grond van artikel XVII.34/4, of wanneer zij vervallen wegens enig handelen of nalaten van de eiser, of indien later wordt vastgesteld dat er geen inbreuk was op het door de partij welke die voorlopige maatregelen verkregen had, ingeroepen auteursrecht, naburig recht of recht van de producent van databank, kan de rechtbank, op verzoek van de oorspronkelijke verweerder of elke derde benadeelde, die partij gelasten de oorspronkelijke verweerder of derde benadeelde op passende wijze schadeloos te stellen voor de door deze maatregelen toegebrachte schade.”

Artikel 85

Wat het beginpunt betreft van de termijn waarbinnen de eiser een procedure ten gronde zal moeten inleiden, staat in de bespreking van het artikel het volgende:

“(...) de keuze van het beginmoment [hangt] af van de vraag of de rechter de Dienst heeft gemachtigd om de uitvoeringsregels van de door hem bevolen voorlopige maatregelen te preciseren. Zo ja, dan gaat de termijn in vanaf de betekening van de beslissing van de Dienst aan de bestemmelingen. Als de Dienst niet gemachtigd werd, zal het moment van betekening van de beschikking als beginpunt van de termijn gelden.”

Doordat in het ontworpen dispositief bepaald wordt dat de termijn berekend zal worden “vanaf de betekening van de beschikking, desgevallend vergezeld van de beslissing van de Dienst bedoeld in artikel XVII.34/3 die de nadere toepassingsregels van de voorlopige maatregelen vastlegt”, stemt de tekst niet overeen met de bedoelingen van de steller van het voorontwerp, behalve dat de beschikking en de beslissing van de Dienst apart betekend kunnen worden.

Het verdient aanbeveling het ontworpen artikel XVII.34/4, tweede lid, *in fine*, te stellen als volgt:

“vanaf de betekening van de beschikking of van de beslissing van de Dienst bedoeld in artikel XVII.34/3 dat de nadere toepassingsregels van de voorlopige maatregelen vastlegt.”

Artikel 88

In tegenstelling tot wat in de bespreking van de artikelen staat, omvat het gerechtelijk arrondissement Brussel twee ondernemingsrechtbanken, een Franstalige en een Nederlandstalige.

Het ontworpen artikel 633*quinquies*, § 7, moet dienovereenkomstig herzien worden, alsook de bespreking van artikel 88 van het voorontwerp.

Artikelen 90 en 91

Bij het voorontwerp wordt aan het merendeel van de bepalingen ervan terugwerkende kracht verleend met ingang van 7 juni 2021.¹¹ Die datum stemt overeen met de uiterste datum waarop de lidstaten richtlijn (EU) 2019/790 omgezet moeten hebben krachtens artikel 29, lid 1, van die richtlijn.

Het Grondwettelijk Hof heeft al meermaals aan het volgende herinnerd:

“De niet-retroactiviteit van wetten is een waarborg ter voorkoming van rechtsonzekerheid. Die waarborg vereist dat de inhoud van het recht voorzienbaar en toegankelijk is, zodat de rechtzoekende in redelijke mate de gevolgen van een bepaalde handeling kan voorzien op het tijdstip dat die handeling wordt verricht. Terugwerkende kracht kan enkel gerechtvaardigd zijn wanneer zij onontbeerlijk is voor de verwezenlijking van een doelstelling van algemeen belang. Indien bovendien blijkt dat de terugwerkende kracht tot doel of tot gevolg heeft de afloop van een gerechtelijke procedure in een welbepaalde zin te beïnvloeden of de rechtscolleges te verhinderen zich uit te spreken over een welbepaalde rechtsvraag, vergt de aard van het in het geding zijnde beginsel dat uitzonderlijke omstandigheden of dwingende motieven van algemeen belang een verantwoording bieden voor het optreden van de wetgever, dat ten nadele van een categorie van burgers afbreuk doet aan de jurisdictionele waarborgen die aan allen worden geboden.”¹²

De laattijdige omzetting van een richtlijn kan, in principe, niet gecompenseerd worden door de inwerkingtreding van de omzettingsmaatregelen vast te stellen met terugwerking tot de uiterste datum voor de omzetting van de richtlijn,¹³ onverminderd de verantwoordelijkheid

¹¹ De vraag rijst bovendien waarom in artikel 90, tweede lid, melding gemaakt wordt van 6 juni 2019 en niet 7 juni 2019.

¹² Vaste rechtspraak van het Grondwettelijk Hof, zie bv.: GwH 21 november 2013, nr. 158/2013, B.24.2; 9 oktober 2014, nr. 146/2014, B.10.1; 28 mei 2015, nr. 77/2015, B.4.1; 24 maart 2016, nr. 48/2016, B.6; 6 oktober 2016, nr. 126/2016, B.7.3.

¹³ Zie inzonderheid advies 43.860/1, op 13 december 2007 verstrekt over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 9 mei 2008 ‘houdende begeleidende maatregelen met betrekking tot de instelling van een bijzondere onderhandelingsgroep, een vertegenwoordigingsorgaan en procedures betreffende de rol van de werknemers in de Europese coöperatieve vennootschap’ en advies 69.273/2, op 2 juni 2021 verstrekt over een voorontwerp van wet ‘tot omzetting van Richtlijn (EU) 2019/789 van het Europees Parlement en de Raad van 17 april 2019 tot vaststelling van voorschriften inzake de uitoefening van auteursrechten en naburige rechten die van toepassing zijn op bepaalde online-uitzendingen van omroeporganisaties en doorgifte van televisie- en radioprogramma’s en tot wijziging van Richtlijn 93/83/EEG van de Raad’, opmerking bij artikel 20.

die de Belgische Staat aldus op zich zou nemen in het licht van artikel 29, lid 1, van de richtlijn.¹⁴

Bijgevolg is de terugwerkende kracht van het merendeel van de bepalingen van het voorontwerp van wet met ingang van 7 juni 2021 niet toelaatbaar en moeten de artikelen 90 en 91 van het voorontwerp dienovereenkomstig herzien worden.

Artikel 91

Er dient gepreciseerd te worden dat de artikelen XI.167/2 en XI.205/2 waarnaar verwezen wordt in artikel 91, 1° en 2°, van het voorontwerp van wet, artikelen zijn van het Wetboek van economisch recht.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Esther CONTI

Pierre VANDERNOOT

¹⁴ Zie in die zin, voornoemd advies 69.273/2, opmerking bij artikel 20.